

Les Africains perçoivent une répartition injuste de l'aide d'urgence COVID-19 et une perte de ressources à cause de la corruption

Dépêche Afrobarometer No. 574 | Josephine Appiah-Nyamekye Sanny

Résumé

La pandémie de COVID-19 a précipité l'Afrique dans sa pire récession depuis plus de 50 ans, entraînant une baisse de 2,1% du produit intérieur brut de l'Afrique en 2020 et plongeant environ 30 millions d'Africains dans l'extrême pauvreté en 2021. Déjà aux prises avec la pauvreté et le chômage, le continent a perdu environ 22 millions d'emplois en 2021 (Groupe de la Banque Africaine de Développement, 2021, 2022).

En vue de ralentir la propagation du coronavirus, pas moins de 42 pays africains ont imposé des restrictions telles que des confinements, des couvre-feux, des fermetures de frontières, des ordonnances d'interdiction de voyager et la suspension des activités sportives et récréatives, qui ont toutes entravé des activités génératrices de revenus (Groupe de la Banque Africaine de Développement, 2021).



Les gouvernements et les partenaires au développement internationaux ont mis en œuvre divers programmes de soutien économique visant à atténuer les effets de la pandémie sur les ménages et les entreprises vulnérables (Banque Mondiale, 2020 ; Bureau Régional Afrique du PNUD, 2021). Si les plans de relance ont été conçus pour protéger les groupes socio-économiquement vulnérables, les études montrent que moins de deux sur 10 citoyens et entreprises ont bénéficié de l'aide gouvernementale COVID-19 en 2020 (Human Rights Watch, 2021a ; Union Africaine, 2020 ; Organisation Internationale du Travail, 2021).

En dépit de l'engagement des gouvernements à faire preuve de transparence dans l'utilisation des fonds, ces programmes d'aide ont été marqués par la corruption, la fraude et le manque de transparence concernant les processus de passation de marchés, les débours et les bénéficiaires (Human Rights Watch, 2021b ; Oduor, 2021 ; Office des Nations Unies contre les Drogues et le Crime, 2020).

Les enquêtes Afrobarometer réalisées dans 16 pays africains en 2020/2021 révèlent que peu de citoyens ont déclaré avoir bénéficié de l'aide financière d'urgence offerte par leur gouvernement. Nombreux sont ceux qui considèrent que leur gouvernement a distribué cette aide de façon inéquitable et qui affirment qu'au moins une partie des fonds destinés à la riposte COVID-19 a été engloutie par la corruption. Beaucoup ont également exprimé une certaine méfiance à l'égard des statistiques gouvernementales sur la COVID-19. En dépit de ces critiques, des majorités dans presque tous les pays ont approuvé la gestion globale de la pandémie par leur gouvernement.

Si de nombreux citoyens ont approuvé les mesures de confinement jugées nécessaires, la plupart ont également éprouvé des difficultés à se conformer à ces restrictions. Bon nombre de citoyens ont soutenu la fermeture des écoles dans l'objectif de limiter la propagation du virus, mais ont déclaré que cette fermeture était trop longue. Les citoyens ont également manifesté leur disposition à renoncer à certaines libertés démocratiques afin de protéger la

santé publique en cas de crise, mais ils ont exprimé de l'inquiétude quant à l'usage par les politiciens du prétexte de la pandémie pour accroître leur pouvoir.

Enquêtes d'Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et impartial de recherche par sondage qui fournit des données fiables sur les expériences et les appréciations des Africains en matière de démocratie, de gouvernance et de qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un total de 39 pays depuis 1999. Le 8^e round de sondages (2019/2021) couvre 34 pays. Les conclusions présentées ici sont basées sur un module de questions relatives à la COVID-19 intégré dans 16 pays du Round 8 sondés entre octobre 2020 et juillet 2021 – après le début de la pandémie de COVID-19 (voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et les dates des travaux de terrain).¹

Afrobarometer réalise des entretiens en face à face dans la langue de choix du répondant avec des échantillons représentatifs² au niveau national de 1.200-2.400 citoyens, qui produisent des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un taux de confiance de 95%.

Les données sont pondérées de sorte que les échantillons soient représentatifs au niveau national. Pour les moyennes calculées en fonction de plusieurs pays, tous les pays sont pondérés à égalité (plutôt que proportionnellement à la taille de la population). En raison des arrondis, les totaux indiqués pourraient différer par 1 point de pourcentage de la somme des sous-catégories.

Résultats clés

- En moyenne, sur 16 pays, un tiers (33%) des citoyens ont déclaré qu'un membre de leur ménage avait perdu un emploi, une entreprise ou une autre source principale de revenus à cause de la pandémie, tandis que 6% déclaraient qu'un membre de leur ménage était tombé malade de la COVID-19.
- En moyenne, à travers les 15 pays où les gouvernements ont accordé une aide financière d'urgence aux ménages et entreprises vulnérables, seul un quart environ (27%) des citoyens ont déclaré avoir reçu cette aide. Les profils démographiques des bénéficiaires de cette aide varient considérablement d'un pays à l'autre.
- De fortes majorités ont déclaré que leurs gouvernements avaient « plutôt bien » ou « très bien » réussi à gérer la riposte à la pandémie (67%) et à tenir le public informé sur la COVID-19. Mais sur certains aspects de la riposte à la pandémie, les appréciations publiques étaient plus négatives :
 - Plus de six personnes sur 10 (63%) ne pensaient pas que leur gouvernement était équitable dans la distribution de l'aide financière d'urgence.

¹ Pour les résultats du Round 8 d'Afrobarometer liés aux vaccins COVID-19, voir Sanny (2022). Les conclusions liées à la COVID-19, notamment les taux de vaccination et la réticence à se faire vacciner, dans les pays sondés au titre du Round 9 (2021/2022) sont rapportées séparément au fur et à mesure qu'elles sont disponibles ; voir les dépêches du [Gabon](#), du [Lesotho](#), de [Maurice](#), de la [Namibie](#), du [Nigéria](#), et du [Zimbabwe](#).

² L'échantillon pondéré du Round 8 en Mozambique est nationalement représentatif, mais il exclut la région rurale de Cabo Delgado, qui représente 6,3% de la population adulte du pays. L'insécurité et les difficultés qui en ont découlé dans l'obtention des autorisations nécessaires pour les travaux de terrain n'ont pas permis à Afrobarometer de collecter suffisamment de données dans cette région.

- Deux tiers (67%) ont déclaré que « certaines » (24%) ou « beaucoup » (43%) des ressources pour la riposte COVID-19 ont été gaspillées en raison de la corruption.
- Six personnes sur 10 (59%) ont déclaré ne pas se fier aux statistiques gouvernementales sur les cas et les décès dus à la COVID-19.
- En moyenne, à travers les 14 pays où des confinements ou des couvre-feux ont été imposés, seul un quart (25%) des citoyens ont déclaré que leurs foyers ont pu facilement se conformer à ces restrictions.
 - La majorité des répondants dans tous les 14 pays ont déclaré qu'il était difficile de s'y conformer.
 - Mais plus de trois quarts (77%) des citoyens étaient « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour dire que les confinements étaient nécessaires pour limiter la propagation de la COVID-19, même s'ils ont eu une incidence négative sur l'économie et les moyens de subsistance des populations.
- De nombreux citoyens ont indiqué être prêts à accepter la limitation de certaines libertés démocratiques, du moins temporairement, pour des raisons de santé :
 - Sept personnes sur 10 (71%) étaient « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour dire que les gouvernements sont en droit de faire intervenir la police et les forces de sécurité pour faire respecter les exigences de santé publique.
 - Une petite majorité (53%) toléreraient le report des élections ou la limitation des campagnes politiques en cas d'urgence sanitaire.
 - La moitié (50%) admettraient une censure des médias lors d'une crise comme la pandémie.
- Six citoyens sur 10 (60%) ont déclaré avoir peur que les politiciens se servent du prétexte de la pandémie pour accroître leur pouvoir.

Impact de la COVID-19

En moyenne à travers les 16 pays sondés, un tiers (33%) des citoyens ont déclaré qu'un membre de leur foyer avait perdu un emploi, une entreprise ou une autre source principale de revenus du fait de la pandémie (Figure 1). Les retombées économiques de la pandémie se sont fait ressentir le plus fortement en Ouganda (55%), en Eswatini (50%), au Zimbabwe (47%) et au Sénégal (47%), où la moitié environ des citoyens ont signalé la perte d'un emploi ou d'une source principale de revenus dans le ménage. En revanche, moins de deux sur 10 citoyens au Bénin (18%) et au Niger (15%) ont vécu cette expérience.

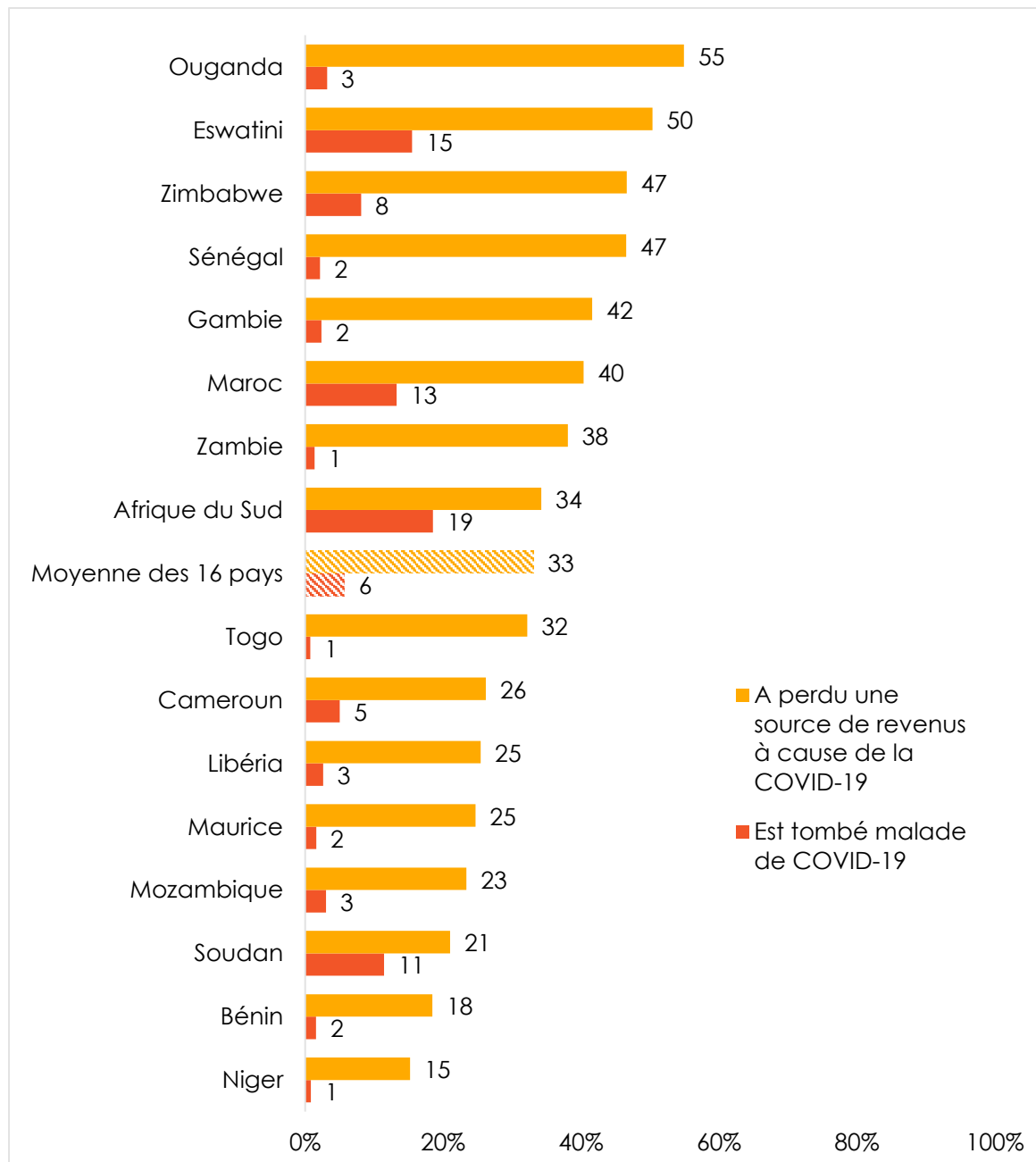
Un répondant sur 20 environ (6%) ont déclaré qu'un membre de leur ménage était tombé malade de la COVID-19, ce chiffre variant de 1% seulement en Zambie, au Togo et au Niger à deux chiffres en Afrique du Sud (19%), en Eswatini (15%), au Maroc (13%) et au Soudan (11%).

La perte d'une source de revenu primaire était moins fréquente chez les répondants les mieux nantis (26%),³ ceux qui n'avaient pas d'éducation formelle (27%), les résidents ruraux (30%) et les plus âgées (26%) (Figure 2).

³ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, des soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes (2020) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

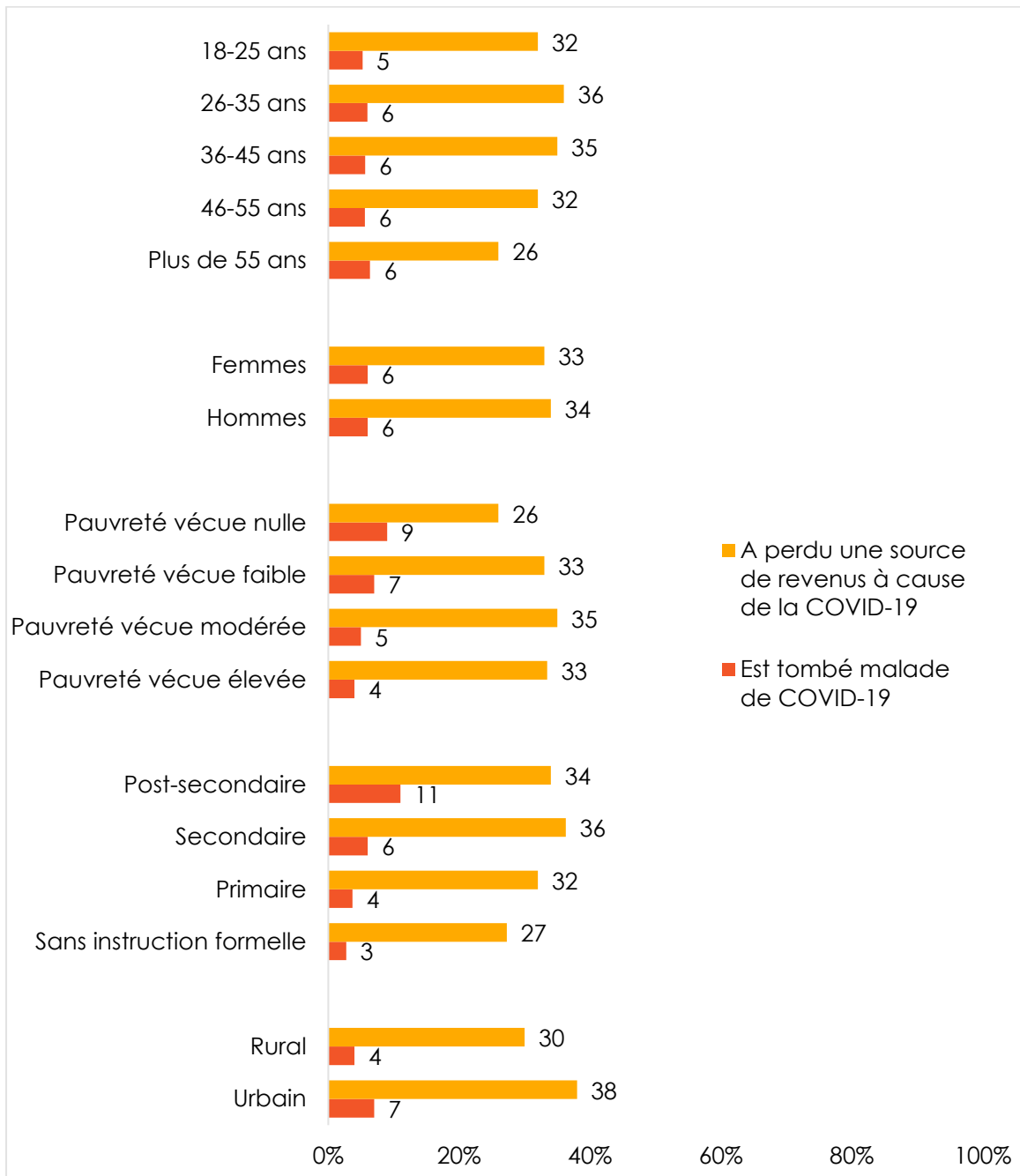
Par ailleurs, les citadins (7%) et les mieux nantis (9%) étaient pratiquement deux fois plus susceptibles que les habitants des zones rurales (4%) et les citoyens les plus pauvres (4%) de déclarer qu'un membre de leur ménage avait été malade de la COVID-19. La probabilité de déclarer une maladie liée à la COVID-19 dans le ménage croît avec le niveau d'instruction des répondants (3% chez ceux sans enseignement formel contre 11% chez ceux qui ont fait des études supérieures).

Figure 1 : Impacts de la pandémie de COVID-19 | 16 pays | 2020/2021



Questions posées aux répondants : Veuillez me dire si vous personnellement ou un autre membre de votre ménage avez été affecté d'une quelconque des manières suivantes par la pandémie de COVID-19 : Être tombé malade de COVID-19 ? Perte temporaire ou permanent d'un emploi, d'une entreprise ou d'une principale source de revenus ? (% qui disent « oui »)

Figure 2 : Impacts de la pandémie de COVID-19 | par groupe démographique
 | 16 pays | 2020/2021



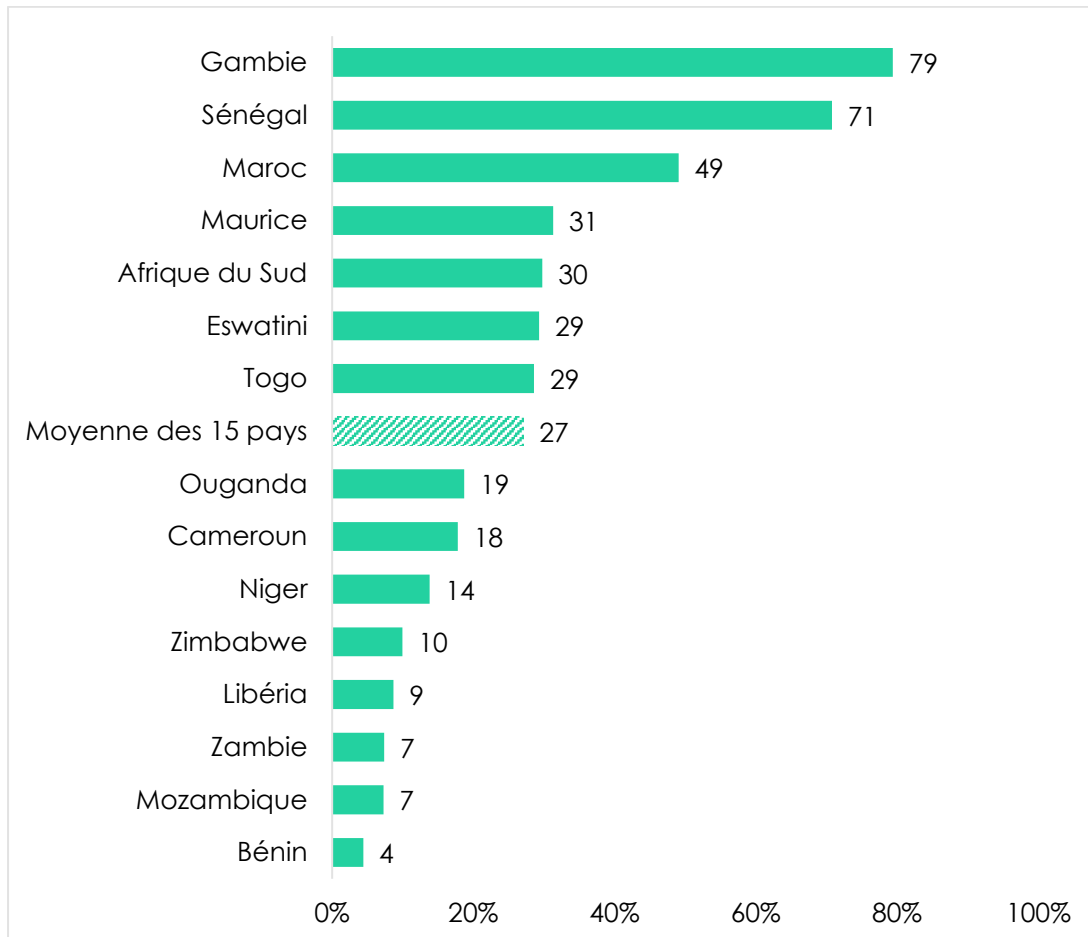
Questions posées aux répondants : Veuillez me dire si vous personnellement ou un autre membre de votre ménage avez été affecté d'une quelconque des manières suivantes par la pandémie de COVID-19 : Être tombé malade de COVID-19 ? Perte temporaire ou permanente d'un emploi, d'une entreprise ou d'une principale source de revenus ? (% qui disent « oui »)

Aide financière d'urgence COVID-19

Dans 15 des 16 pays sondés, le gouvernement s'est engagé à fournir une aide financière d'urgence aux ménages et entreprises vulnérables touchés par la pandémie. Mais en moyenne, seul un quart environ (27%) des citoyens ont déclaré avoir reçu une telle aide (Figure 3). La Gambie et le Sénégal sont les seuls pays où des majorités (79% et 71%) ont

déclaré avoir reçu une aide. Moins de deux citoyens sur 10 ont reçu une telle aide au Bénin (4%), au Mozambique (7%), en Zambie (7%), au Libéria (9%), au Zimbabwe (10%), au Niger (14%), au Cameroun (18%) et en Ouganda (19%).

Figure 3 : Avoir reçu une assistance de la part du gouvernement | 15* pays
 | 2020/2021

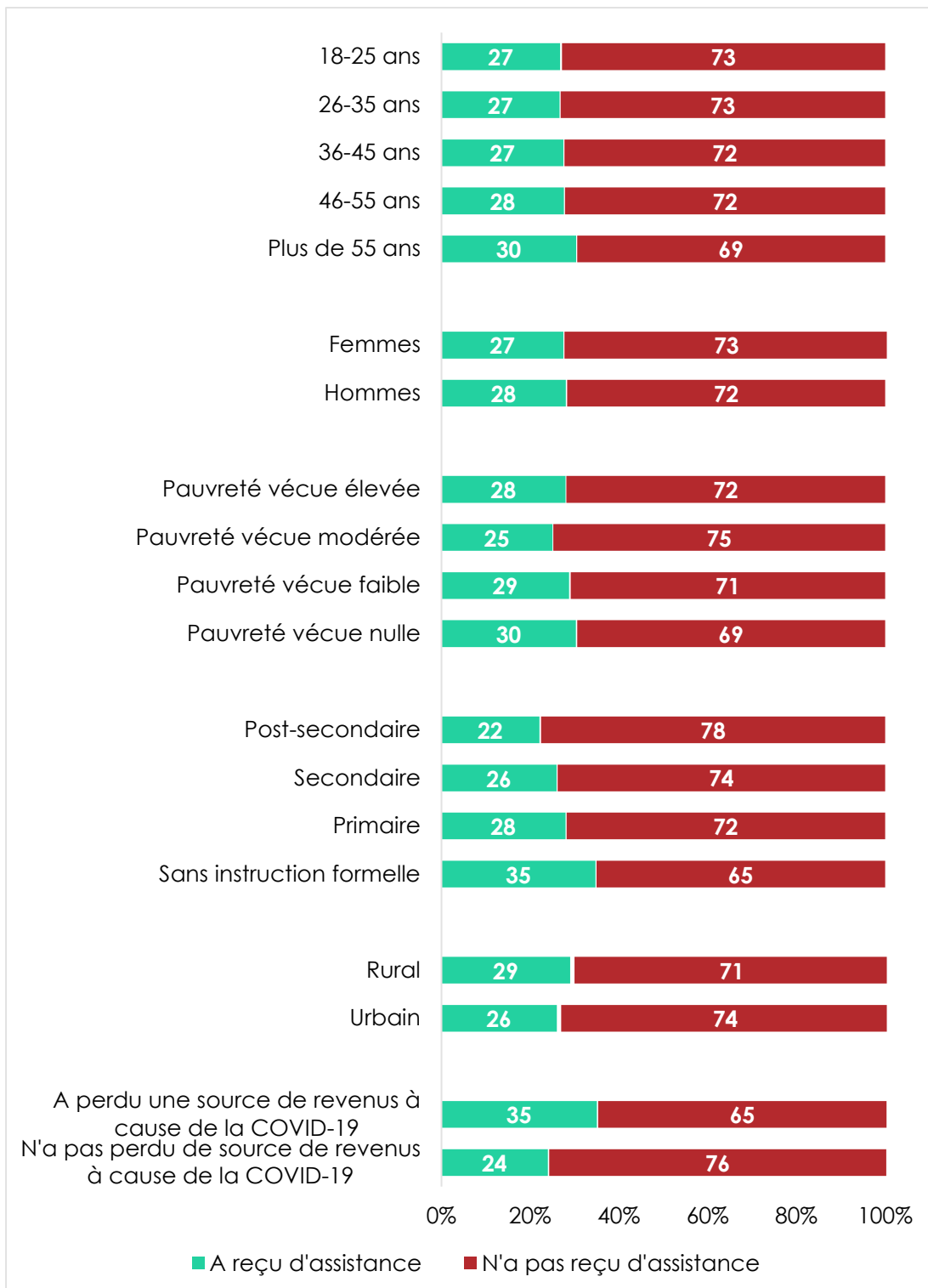


Question posée aux répondants : Depuis le début de la pandémie de COVID-19, avez-vous ou votre ménage reçu une quelconque assistance du gouvernement, comme nourriture, paiement en espèces, allègement des paiements de facture, ou autre assistance que vous ne receviez normalement pas avant la pandémie ? (% qui disent « oui »)

* La question n'a pas été posée au Soudan.

En moyenne à travers les 15 pays, l'aide était un peu plus susceptible d'aller aux citoyens qui avaient perdu une source de revenus à cause de la pandémie qu'à ceux qui n'en avaient pas perdu (35% contre 24%). Les citoyens n'ayant pas reçu d'enseignement formel (35%) étaient plus susceptibles de bénéficier d'une aide financière d'urgence que leurs concitoyens instruits (22%-28%) (Figure 4). On n'a enregistré aucune différence significative dans les autres groupes socio-démographiques.

Figure 4 : Avoir reçu une assistance de la part du gouvernement | par groupe démographique | 15* pays | 2020/2021

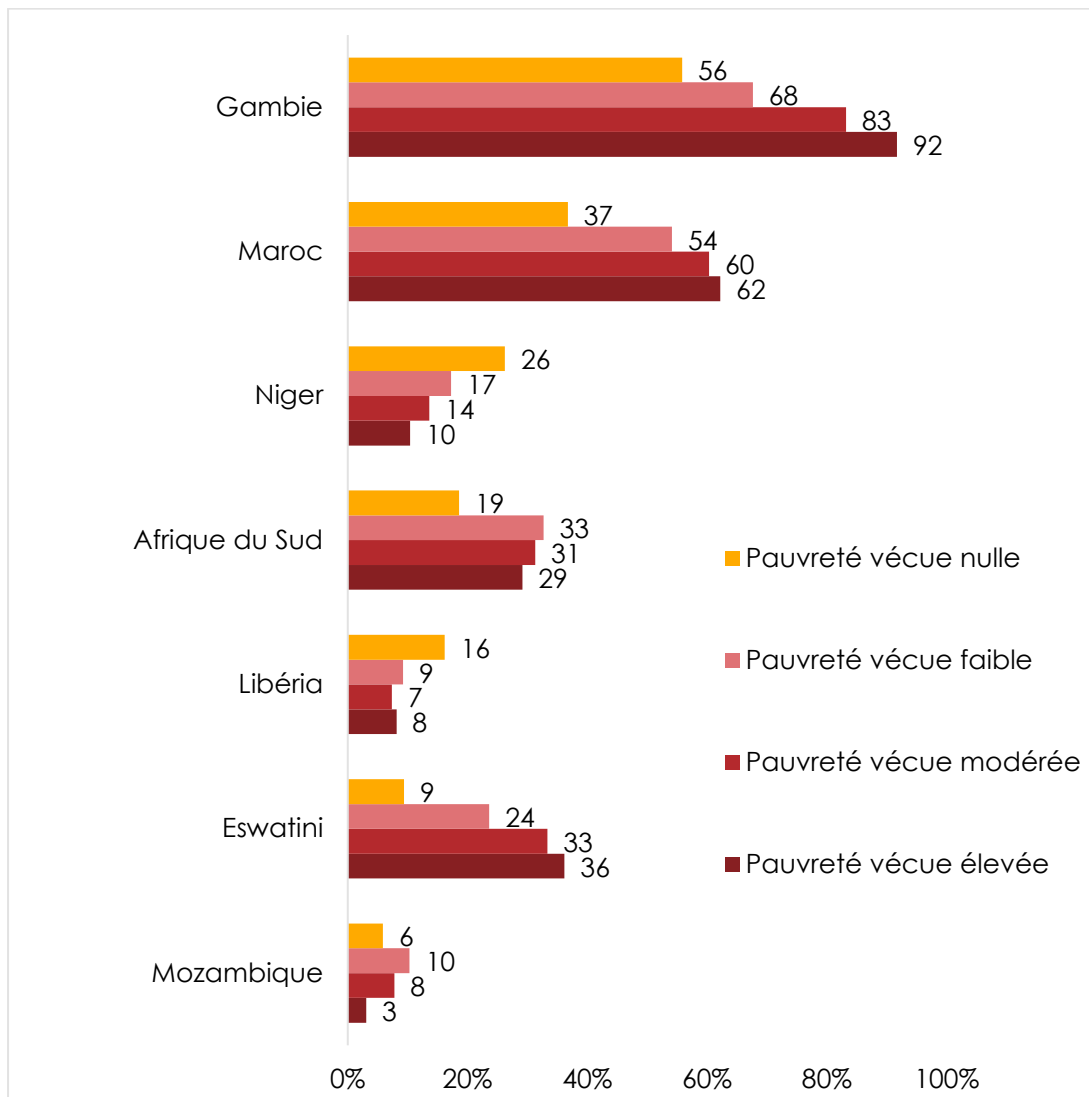


Question posée aux répondants : Depuis le début de la pandémie de COVID-19, avez-vous ou votre ménage reçu une quelconque assistance du gouvernement, comme nourriture, paiement en espèces, allègement des paiements de facture, ou autre assistance que vous ne receviez normalement pas avant la pandémie ? (% qui disent « oui »)

* La question n'a pas été posée au Soudan.

À l'intérieur des pays, les tendances démographiques de la distribution de l'aide varient considérablement. Conformément à l'idée d'aider les plus vulnérables, les citoyens les plus pauvres étaient nettement plus susceptibles que les riches de recevoir une aide en Gambie, au Maroc, en Eswatini et en Afrique du Sud (Figure 5). En revanche, au Niger, au Libéria et au Mozambique, les mieux nantis étaient au moins deux fois plus susceptibles que les pauvres de bénéficier d'une aide financière d'urgence.

Figure 5 : Avoir reçu une aide d'urgence liée à la COVID-19 | par niveau de pauvreté vécue | 7* pays | 2020/2021

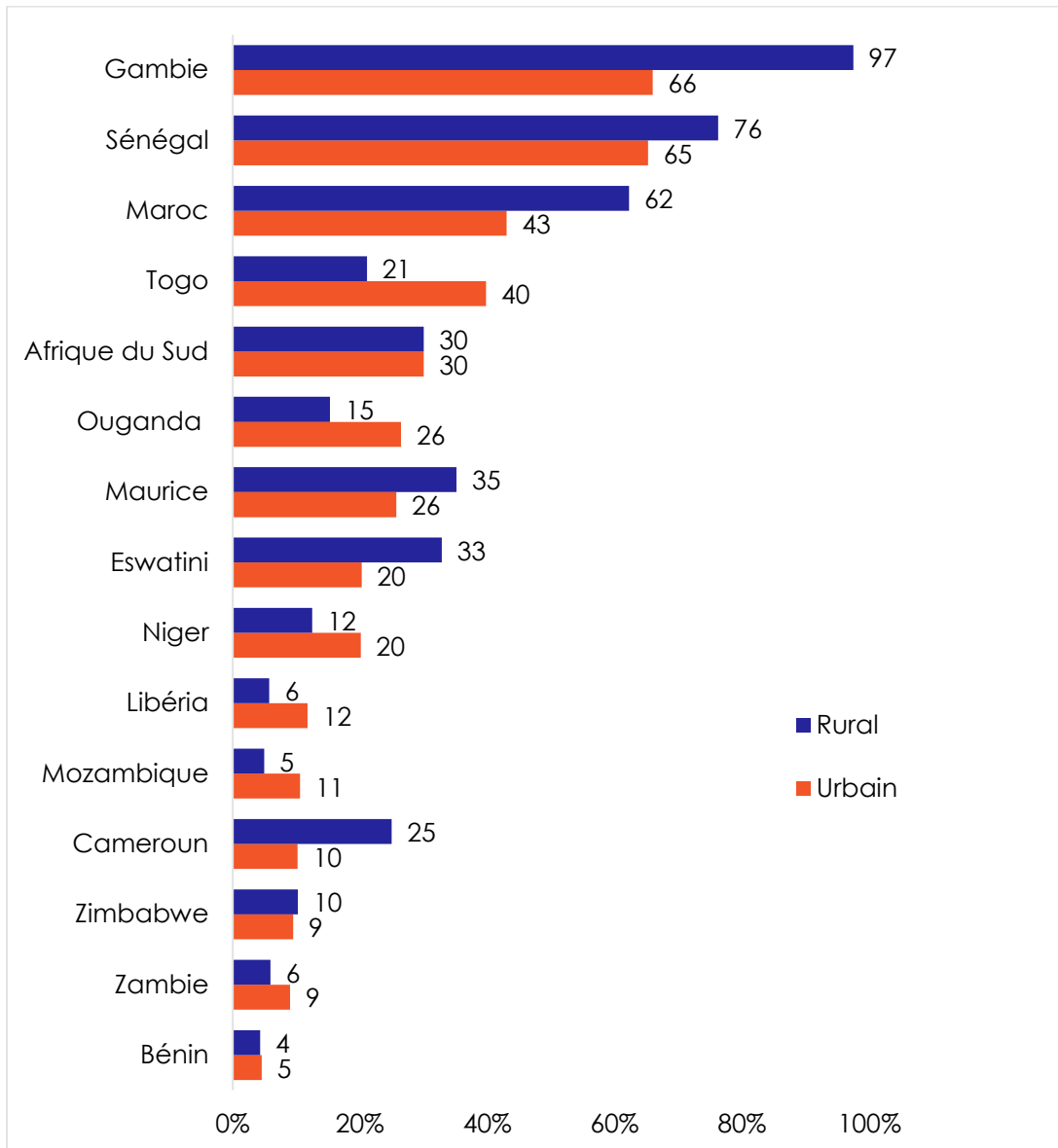


Question posée aux répondants : Depuis le début de la pandémie de COVID-19, avez-vous ou votre ménage reçu une quelconque assistance du gouvernement, comme nourriture, paiement en espèces, allègement des paiements de facture, ou autre assistance que vous ne receviez normalement pas avant la pandémie ? (% qui disent « oui »)

* La question n'a pas été posée au Soudan. Les résultats ne sont pas présentés pour le Bénin, le Cameroun, Maurice, le Sénégal, le Togo, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe parce que les sous-échantillons de répondants sans pauvreté vécue et/ou avec une pauvreté vécue élevée étaient trop petits pour fournir des résultats significatifs.

Au Togo, en Ouganda, au Libéria et au Mozambique, les citoyens étaient pratiquement deux fois plus susceptibles de recevoir une aide que les ruraux (Figure 6). Mais dans six pays – la Gambie, le Sénégal, le Maroc, Maurice, l'Eswatini et le Cameroun – l'aide était plus susceptible d'aller aux résidents ruraux qu'aux citoyens.

Figure 6 : Avoir reçu une aide d'urgence liée à la COVID-19 | par milieu de résidence urbain-rural | 15* pays | 2020/2021

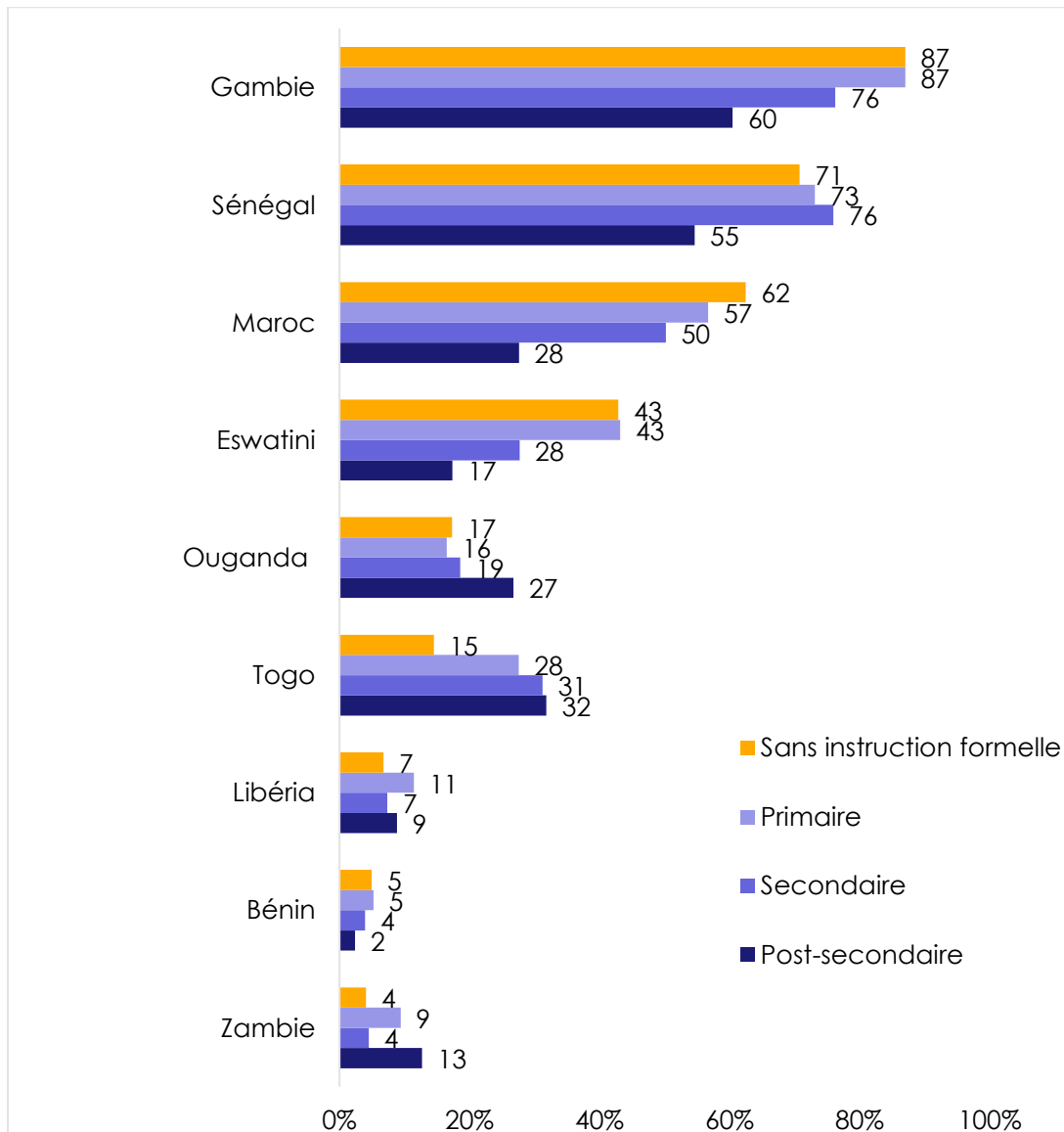


Question posée aux répondants : Depuis le début de la pandémie de COVID-19, avez-vous ou votre ménage reçu une quelconque assistance du gouvernement, comme nourriture, paiement en espèces, allègement des paiements de facture, ou autre assistance que vous ne receviez normalement pas avant la pandémie ? (% qui disent « oui »)

* La question n'a pas été posée au Soudan.

Au Togo, en Zambie et en Ouganda, les citoyens ayant un niveau d'instruction élevé étaient beaucoup plus susceptibles de déclarer avoir reçu une aide que ceux sans enseignement formel (Figure 7). La tendance est inversée en Gambie, au Sénégal, au Maroc et en Eswatini, où les non-instruits ont bénéficié plus fréquemment de l'aide que les titulaires d'un diplôme d'études supérieures.

Figure 7 : Avoir reçu une aide d'urgence liée à la COVID-19 | par niveau d'instruction | 9* pays | 2020/2021

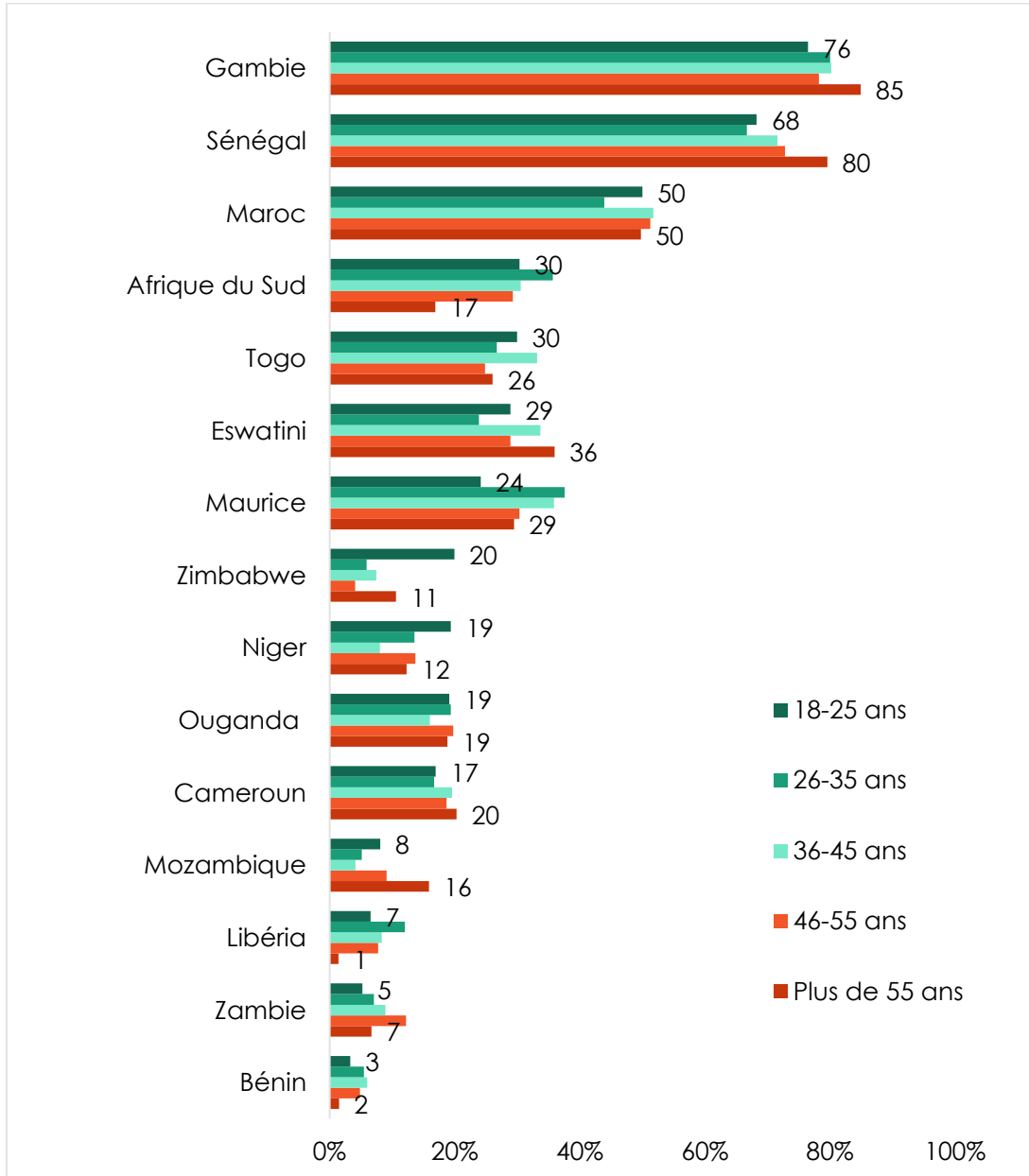


Question posée aux répondants : Depuis le début de la pandémie de COVID-19, avez-vous ou votre ménage reçu une quelconque assistance du gouvernement, comme nourriture, paiement en espèces, allègement des paiements de facture, ou autre assistance que vous ne receviez normalement pas avant la pandémie ? (% qui disent « oui »)

* La question n'a pas été posée au Soudan. Les résultats ne sont pas présentés pour le Cameroun, Maurice, le Mozambique, le Niger, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe parce que les sous-échantillons de répondants ayant fait des études post-secondaires ou sans éducation formelle étaient trop petits pour fournir des résultats significatifs.

Les citoyens plus âgés étaient plus susceptibles que les jeunes adultes de déclarer avoir reçu une aide en Gambie, au Sénégal, en Eswatini, à Maurice et au Mozambique, tandis que les jeunes citoyens en Afrique du Sud, au Zimbabwe, au Niger et au Libéria étaient beaucoup plus susceptibles que leurs concitoyens plus âgés de bénéficier d'une aide (Figure 8).

Figure 8 : Avoir reçu une aide d'urgence liée à la COVID-19 | par groupe d'âges
 | 15* pays | 2020/2021

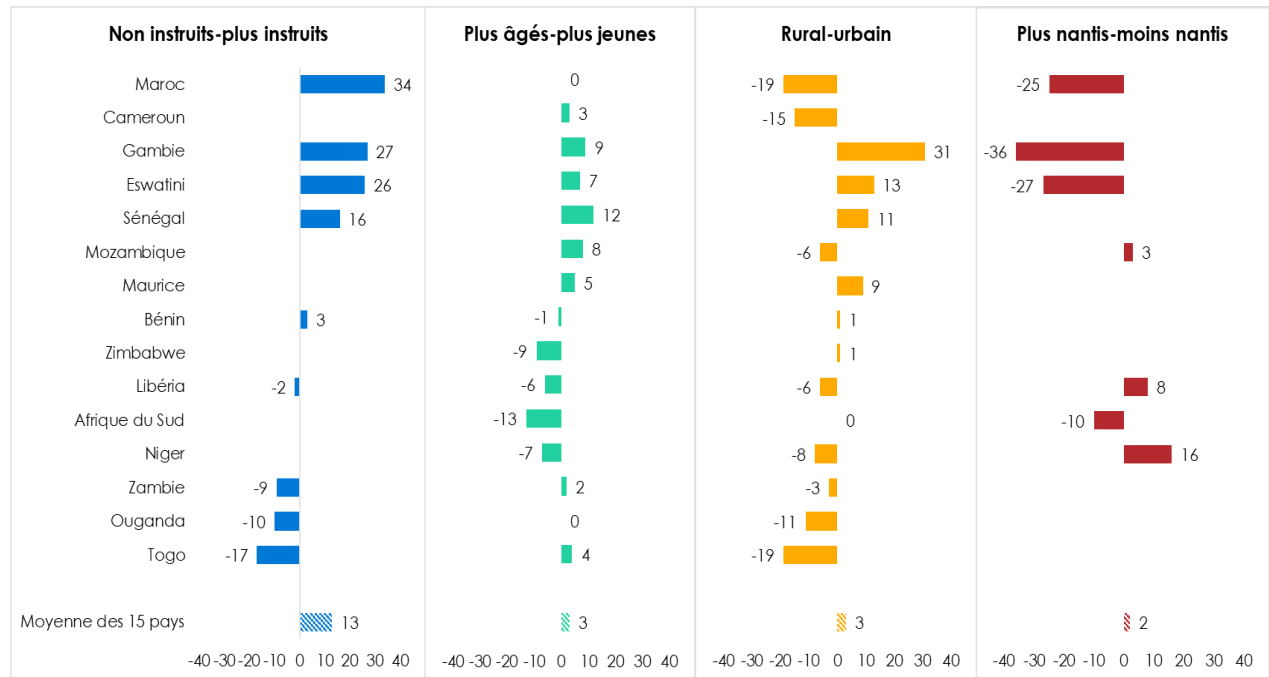


Question posée aux répondants : Depuis le début de la pandémie de COVID-19, avez-vous ou votre ménage reçu une quelconque assistance du gouvernement, comme nourriture, paiement en espèces, allègement des paiements de facture, ou autre assistance que vous ne receviez normalement pas avant la pandémie ? (% qui disent « oui »)

* La question n'a pas été posée au Soudan.

La Figure 9 résume les disparités démographiques concernant les bénéficiaires de l'aide financière d'urgence COVID-19, reflétant les grandes variations selon les pays.

Figure 9 : Avoir reçu une aide d'urgence liée à la COVID-19 | différences (en points de pourcentage) par niveau d'instruction, âge, milieu de résidence rural-urbain et niveau de pauvreté vécue | 15* pays | 2020/2021



Question posée aux répondants : Depuis le début de la pandémie de COVID-19, avez-vous ou votre ménage reçu une quelconque assistance du gouvernement, comme nourriture, paiement en espèces, allègement des paiements de facture, ou autre assistance que vous ne receviez normalement pas avant la pandémie ? (% qui disent « oui »)

*La question n'a pas été posée au Soudan.

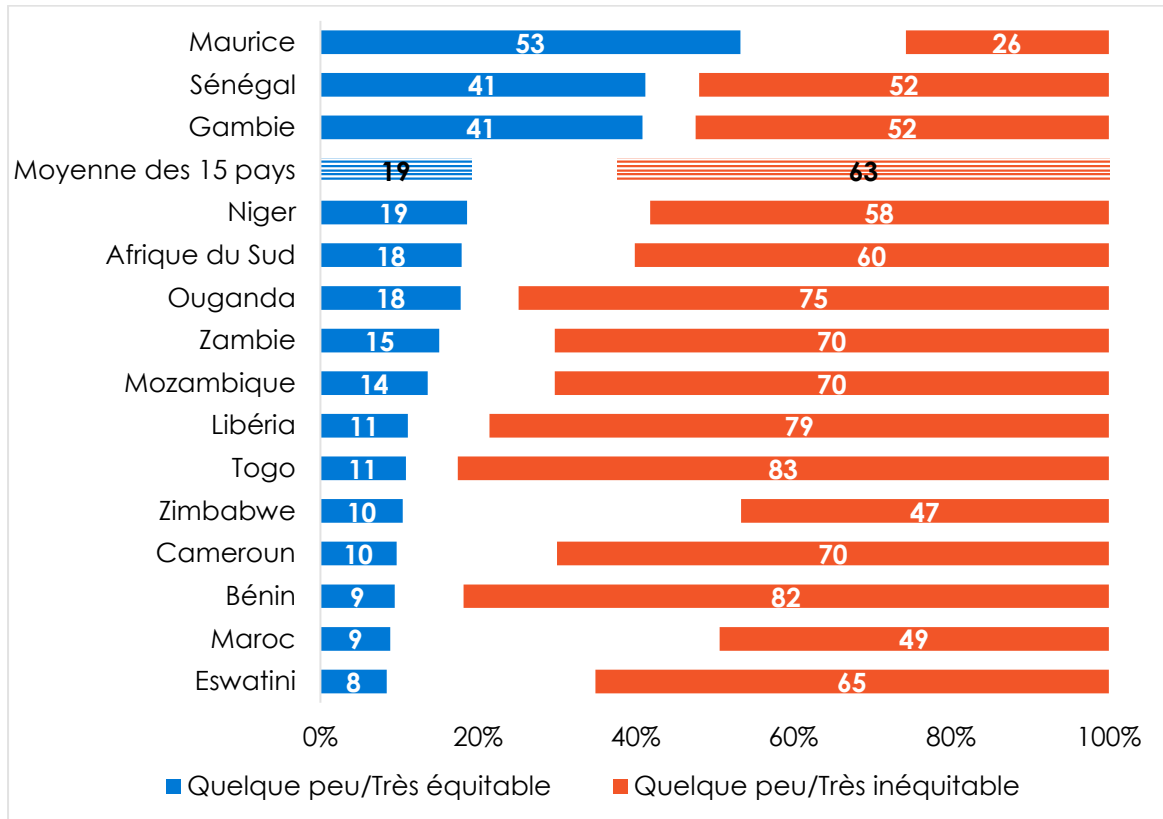
Performance des gouvernements dans la riposte à la COVID-19

En moyenne, à travers 15 pays, environ deux seulement sur 10 citoyens (19%) ont déclaré que l'aide de leur gouvernement a été distribuée équitablement (Figure 10). Presque deux tiers (63%) des répondants ne pensaient pas que la répartition était équitable, dont 44% qui l'ont estimée « très inéquitable ». Maurice est le seul pays où la majorité (53%) estimait la répartition de l'aide équitable, alors qu'environ huit sur 10 citoyens au Togo (83%), au Bénin (82%) et au Libéria (79%) se sont plaints d'une distribution inéquitable. Même en Gambie et au Sénégal, où de fortes majorités ont déclaré avoir reçu l'aide, de petites majorités (52% partout) ont déclaré qu'elle était distribuée inéquitablement.

Comme l'on aurait pu s'y attendre, les citoyens qui ont déclaré bénéficier de cette aide étaient trois fois plus susceptibles de considérer la distribution équitable que ceux qui n'en ont pas bénéficié (37% contre 12%) (Figure 11).

La perception que l'aide était distribuée inéquitablement était la moins répandue parmi les citoyens sans pauvreté vécue (40%, contre 60%-68% parmi ceux dont la pauvreté vécue était faible, modérée ou élevée). Elle était également moins répandue chez les citoyens plus âgés (54%, contre 64% des 18-25 ans) et chez ceux sans formation scolaire (58%, contre 62% des personnes titulaires de diplômes d'études post-secondaires) (Figure 12).

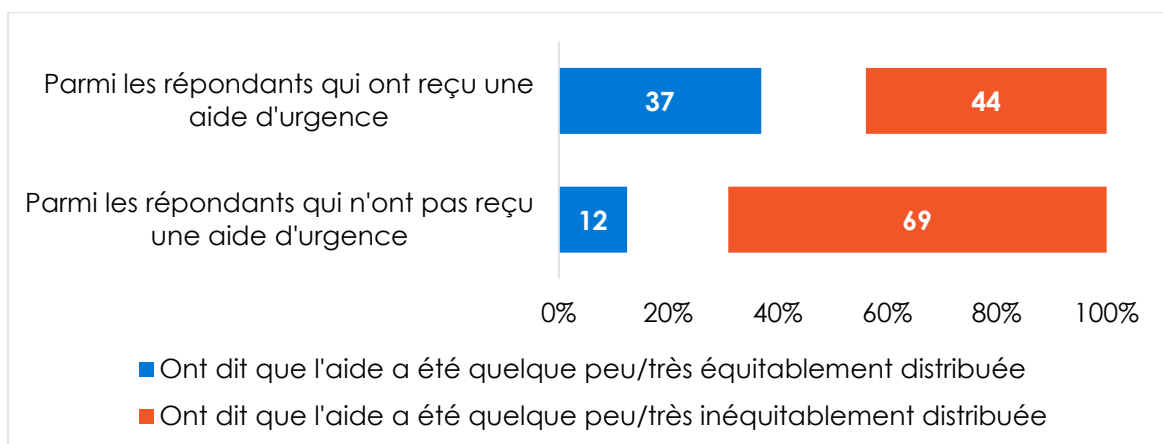
Figure 10 : Les aides du gouvernement étaient-elles équitablement distribuées ?
 | 15* pays | 2020/2021



Question posée aux répondants : Pensez-vous que les dons des programmes du gouvernement pour supporter les gens durant la pandémie de COVID-19, par exemple emballages alimentaires ou paiement en espèces, ont été distribués équitablement ou que la distribution était inéquitable, par exemple en favorisant certains groupes ou régions ?

* La question n'a pas été posée au Soudan.

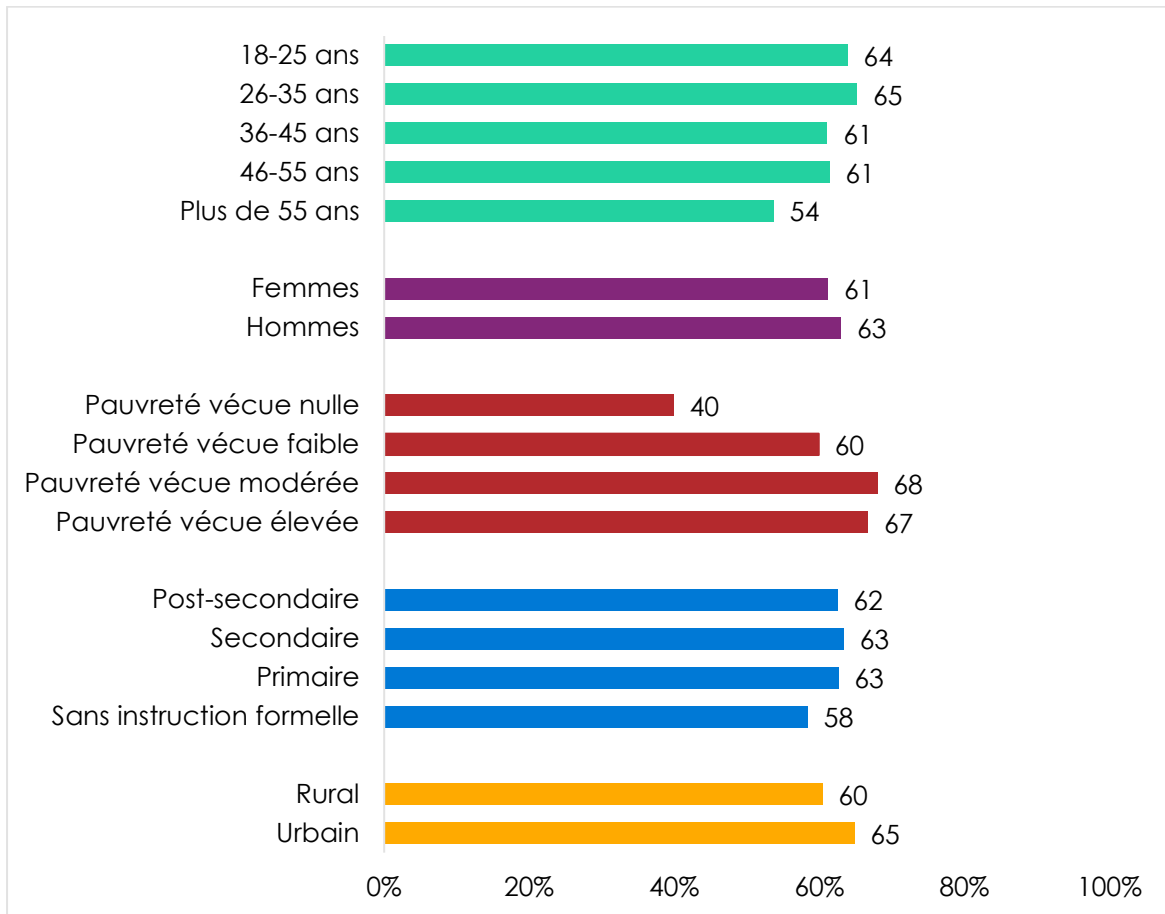
Figure 11 : Les aides du gouvernement étaient équitablement distribuées | selon si les répondants ont reçu l'aide d'urgence ou pas | 15* pays | 2020/2021



Question posée aux répondants : Pensez-vous que les dons des programmes du gouvernement pour supporter les gens durant la pandémie de COVID-19, par exemple emballages alimentaires ou paiement en espèces, ont été distribués équitablement ou que la distribution était inéquitable, par exemple en favorisant certains groupes ou régions ?

* La question n'a pas été posée au Soudan.

Figure 12 : L'aide du gouvernement a été inégalement distribuée | par groupe démographique | 15* pays | 2020/2021



Question posée aux répondants : Pensez-vous que les dons des programmes du gouvernement pour supporter les gens durant la pandémie de COVID-19, par exemple emballages alimentaires ou paiement en espèces, ont été distribués équitablement ou que la distribution était inéquitable, par exemple en favorisant certains groupes ou régions ? (% qui disent « quelque peu inéquitablement » ou « très inéquitablement » distribuée)

* La question n'a pas été posée au Soudan.

En ce qui concerne d'autres volets de la riposte COVID-19, les citoyens ont émis des avis mitigés à l'égard de leur gouvernement (Figure 13).

Deux tiers (67%) des répondants ont déclaré être convaincus que « certaines » (24%) ou « beaucoup » (43%) des ressources destinées à la riposte COVID-19 ont été perdues dans des affaires de corruption. Cette perception est majoritaire dans tous les pays sondés, allant jusqu'à environ huit sur 20 citoyens en Afrique du Sud (85%), au Libéria (81%), en Ouganda (81%) et en Eswatini (78%) (Figure 14).

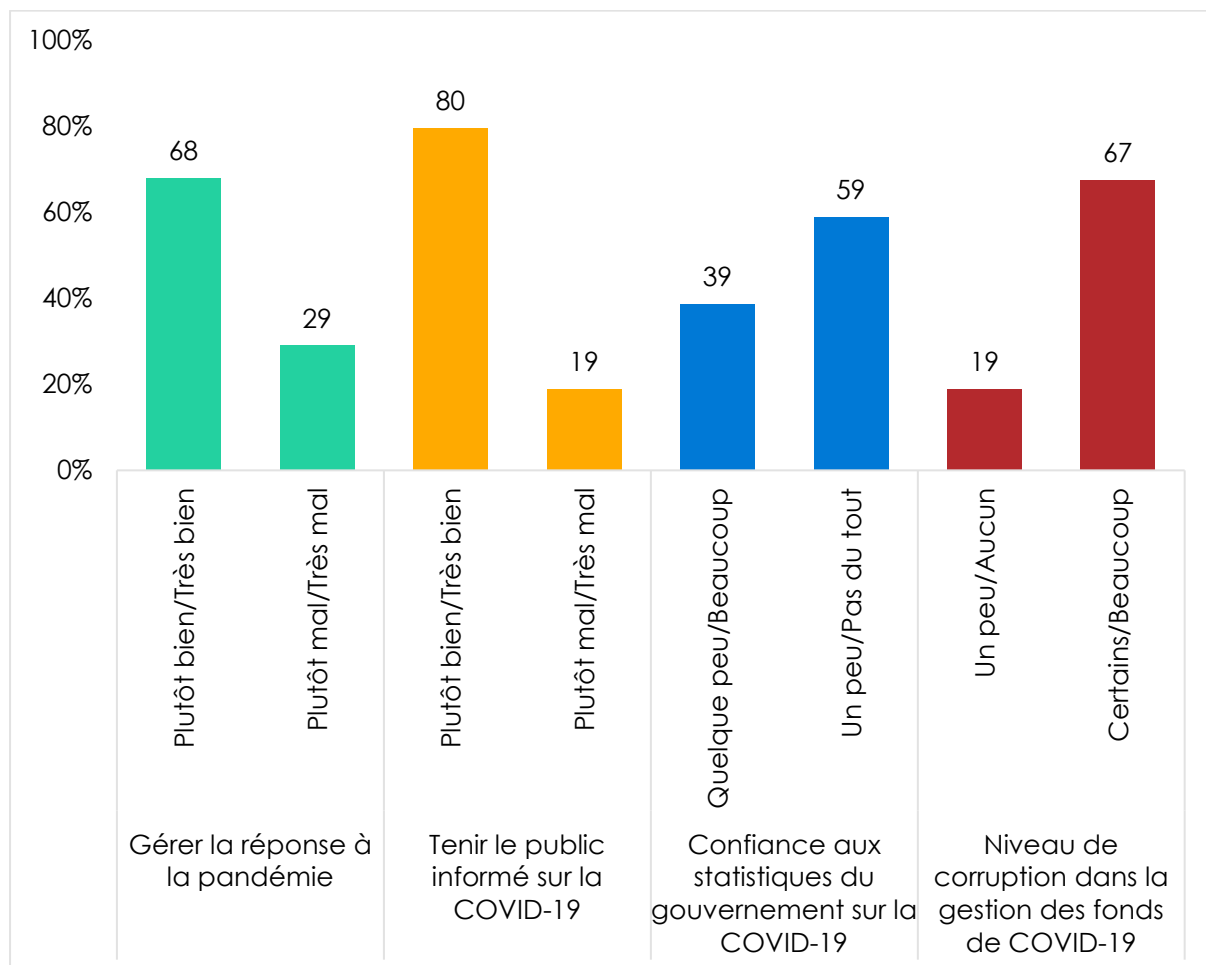
Faites votre propre analyse des données d'Afrobarometer - quels que soient la question, le pays et le round d'enquêtes. C'est facile et gratuit à l'adresse www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Et en moyenne, 39% seulement des citoyens ont déclaré se fier « quelque peu » ou « beaucoup » aux statistiques gouvernementales relatives aux cas et aux décès dus à la COVID-19. Maurice est le seul pays où la majorité (66%) des citoyens ont déclaré se fier

aux données officielles sur la COVID-19 (Figure 15). Les Zimbabwéens et les Ougandais étaient à peu près également partagés sur cette question, tandis que la majorité des ressortissants des 13 autres pays – y compris huit Soudanais sur 10 (80%) – accordaient peu ou pas de crédit aux statistiques gouvernementales relatives à la COVID-19.

Pourtant, dans l'ensemble, de grandes majorités ont déclaré que leur gouvernement avait réussi « plutôt bien » ou « très bien » à gérer la riposte à la pandémie (68%) et à informer le public sur la COVID-19 (80%).

Figure 13 : Evaluation de la performance du gouvernement pendant la pandémie
 | 16* pays | 2020/2021



Questions posées aux répondants :

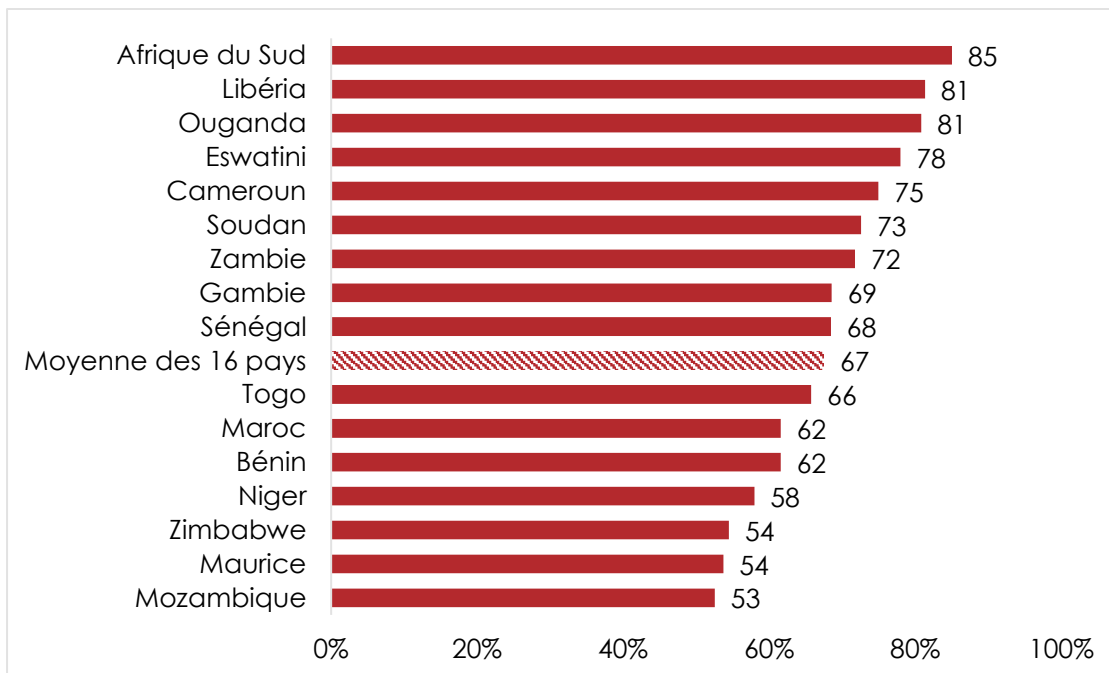
A quel point diriez-vous que le gouvernement actuel gère bien ou mal les problèmes suivants depuis le début de la pandémie de COVID-19, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Gérer la réponse de la pandémie de COVID-19 ? Tenir le public informé sur la COVID-19 ?

A quel point faites-vous confiance aux statistiques officielles fournies par le gouvernement sur le nombre d'infections et de morts due à la pandémie de COVID-19 ?

Considérant tous les fonds et ressources mis à disposition par le gouvernement pour combattre et répondre à la pandémie de COVID-19, combien pensez-vous ont été perdu ou volé à cause de la corruption au sein du gouvernement ?

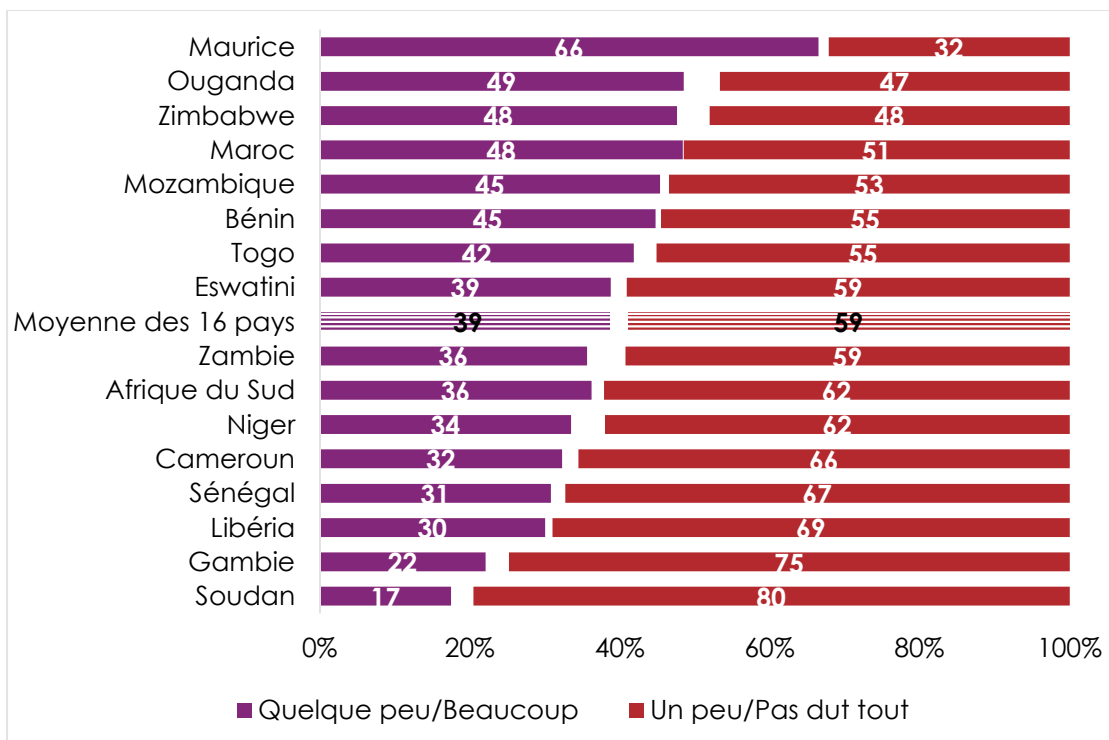
* La question sur « tenir le public informé sur la COVID-19 » n'a pas été posée en Ouganda.

Figure 14 : Les fonds de COVID-19 ont été perdus à cause de la corruption | 16 pays | 2020/2021



Question posée aux répondants : Considérant tous les fonds et ressources mis à disposition par le gouvernement pour combattre et répondre à la pandémie de COVID-19, combien pensez-vous ont été perdu ou volé à cause de la corruption au sein du gouvernement ? (% qui disent « certains » ou « beaucoup »)

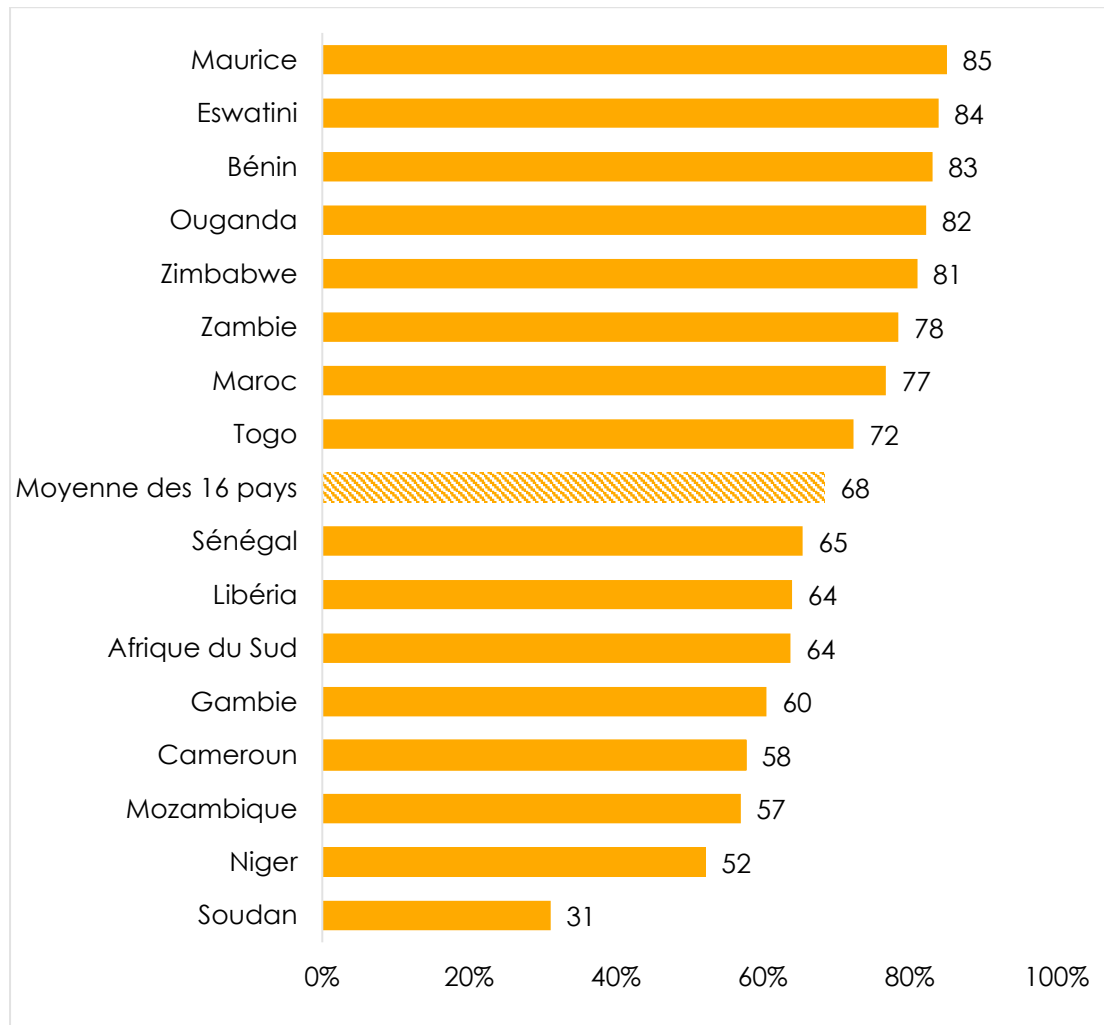
Figure 15 : Confiance aux statistiques sur la COVID-19 | 16 pays | 2020/2021



Question posée aux répondants : A quel point faites-vous confiance aux statistiques officielles fournies par le gouvernement sur le nombre d'infections et de morts due à la pandémie de COVID-19 ?

Les évaluations de la performance gouvernementale dans la gestion de la riposte à la COVID-19 étaient très majoritairement favorables à Maurice (85%), en Eswatini (84%), au Bénin (83%), en Ouganda (82%) et au Zimbabwe (81%) (Figure 16). Les répondants ont majoritairement approuvé les efforts de leur gouvernement dans tous les pays sondés à l'exception du Soudan, où trois seulement sur 10 répondants (31%) étaient du même avis.

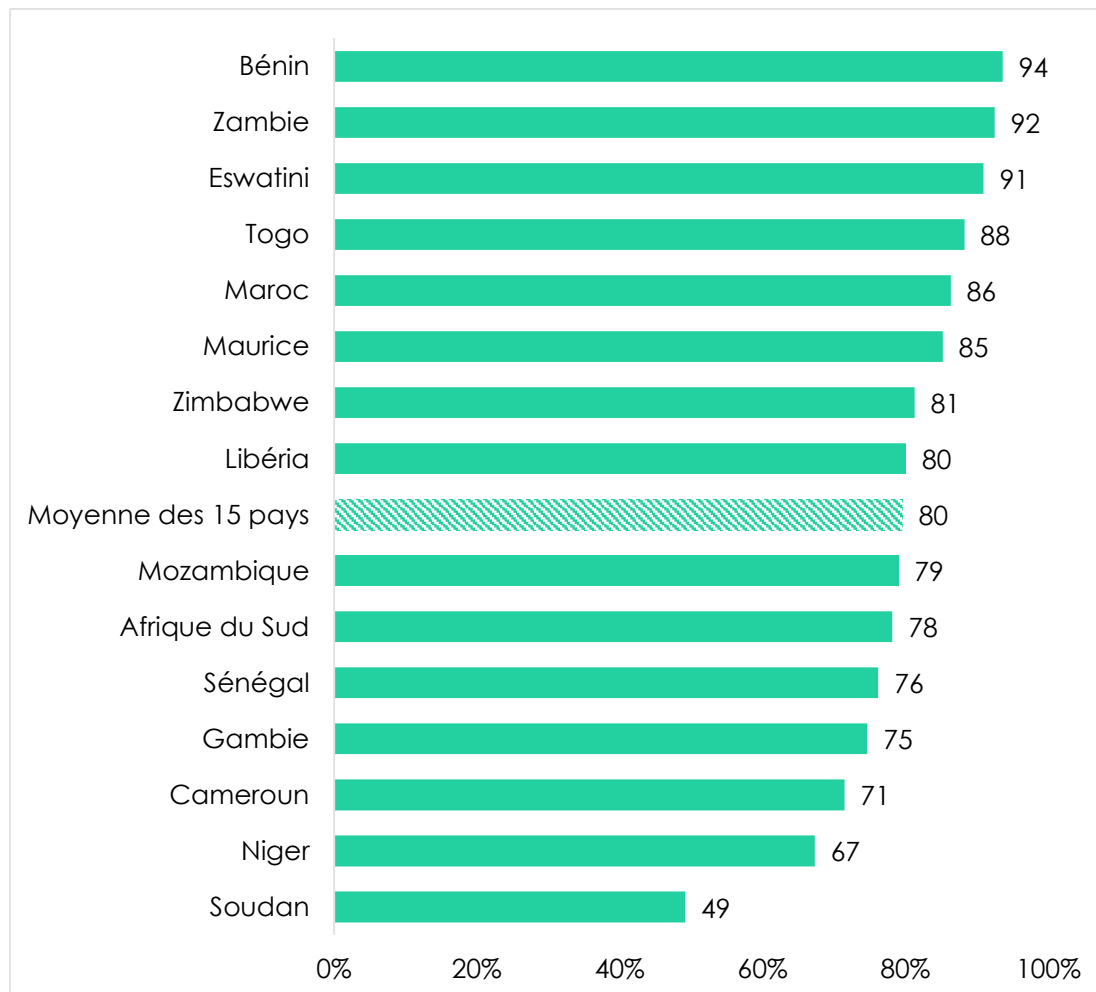
Figure 16 : Le gouvernement a bien géré la réponse à la COVID-19 | 16* pays | 2020/2021



Question posée aux répondants : A quel point diriez-vous que le gouvernement actuel gère bien ou mal les problèmes suivants depuis le début de la pandémie de COVID-19, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Gérer la réponse à la pandémie de COVID-19 ? (% qui disent « plutôt bien » ou « très bien »)

Les Soudanais ont par ailleurs enregistré les taux d'approbation les plus bas pour la performance de leur gouvernement pour ce qui est de l'information au public sur la pandémie (49% plutôt/très bien contre 49% plutôt/très mal) (Figure 17). En revanche, plus de neuf citoyens sur 10 ont approuvé les efforts de communication de leur gouvernement au Bénin (94%), en Zambie (92%) et en Eswatini (91%).

Figure 17 : Le gouvernement tient informé le public sur la COVID-19 | 15* pays
 | 2020/2021



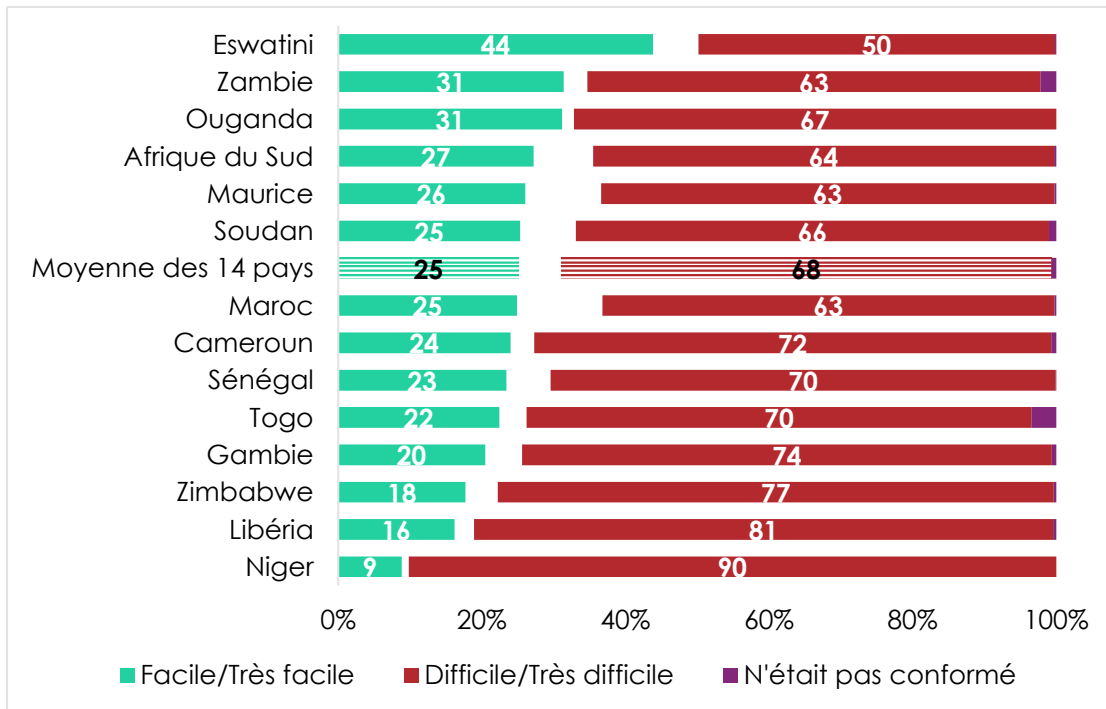
Question posée aux répondants : A quel point diriez-vous que le gouvernement actuel gère bien ou mal les problèmes suivants depuis le début de la pandémie de COVID-19, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Tenir le public informé sur la COVID-19 ? (% qui disent « plutôt bien » ou « très bien ») *La question n'a pas été posée en Ouganda.

Confinement et fermeture des écoles

En moyenne, à travers 14 pays où des mesures de confinement ou de couvre-feux ont été imposés, un quart seulement (25%) des citoyens ont déclaré qu'il leur était facile, à eux et à leur foyer, de se conformer à ces mesures imposées par leur gouvernement dans le but de limiter la propagation de la COVID-19 (Figure 18). Sept sur 10 personnes environ (68%) ont déclaré qu'il était difficile de s'y conformer, ce qui est l'opinion majoritaire dans tous les 14 pays, et plus particulièrement au Niger (90%) et au Libéria (81%).

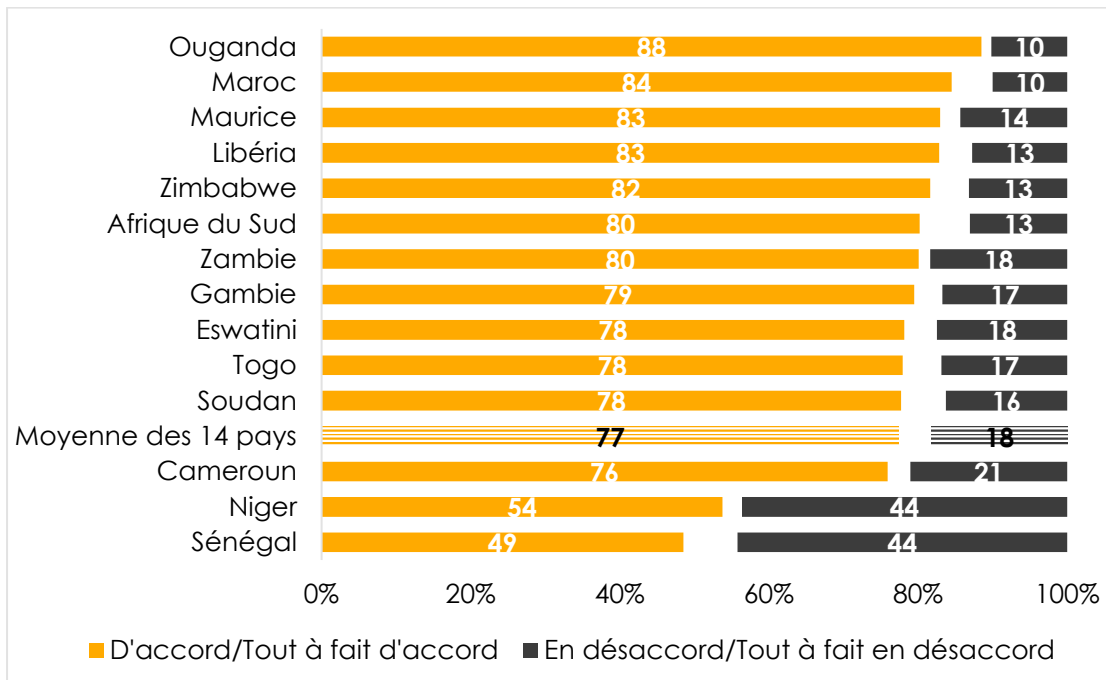
En dépit de cette difficulté à se conformer, plus de trois quarts (77%) des citoyens étaient « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour dire que les mesures de fermeture étaient nécessaires pour lutter contre la COVID-19, même si elles avaient un impact négatif sur l'économie et les moyens de subsistance des populations (Figure 19). Le soutien aux mesures de confinement était élevé (plus de trois quarts des répondants) dans tous les pays sondés à l'exception du Sénégal (54%) et du Niger (49%), où les opinions étaient plus mitigées.

Figure 18 : Difficulté à respecter les restrictions de confinement ou de couvre-feu
 | 14* pays | 2020/2021



Question posée aux répondants : Était-ce facile ou difficile pour vous et votre ménage pour se conformer aux restrictions de confinement ou de couvre-feu imposées par le gouvernement ?
 *La question n'a pas été posée au Bénin et au Mozambique.

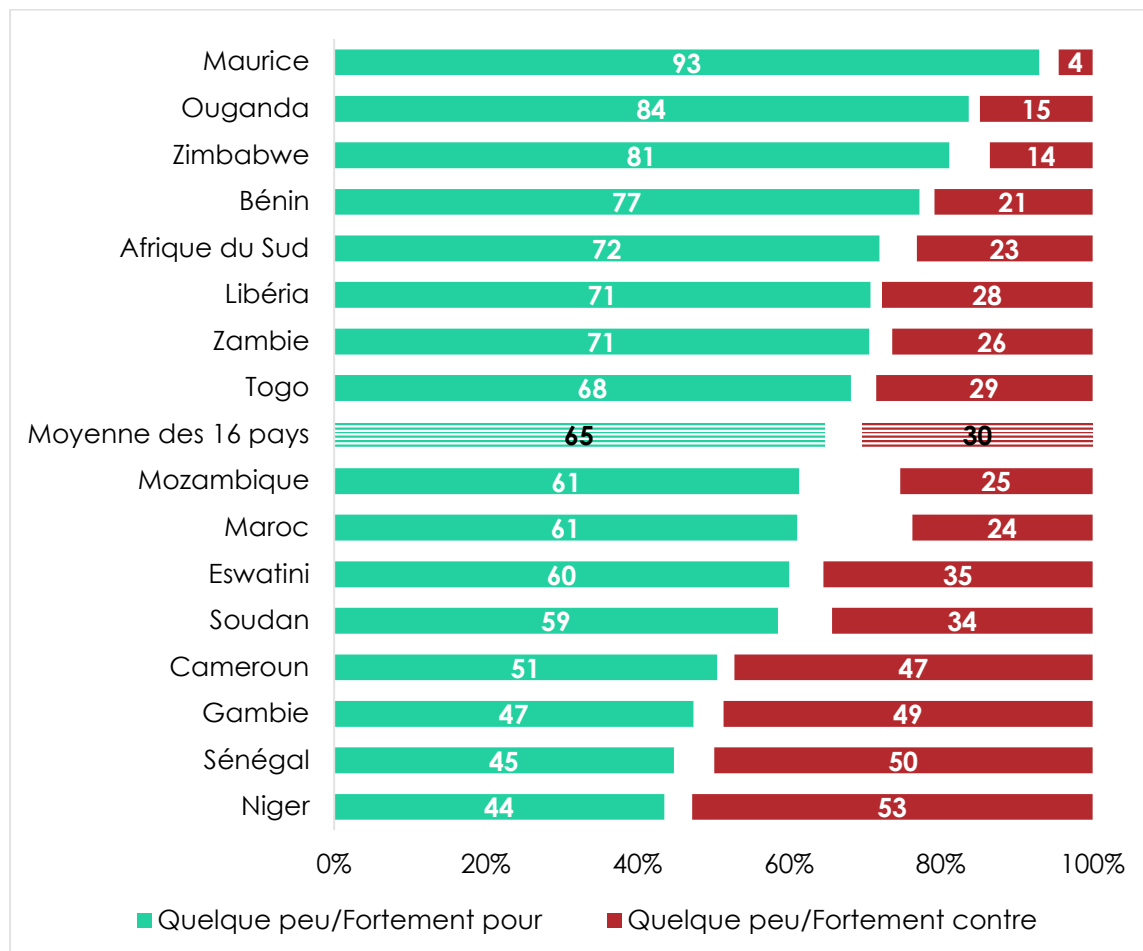
Figure 19 : Soutien au confinement | 14* pays | 2020/2021



Question posée aux répondants : Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec la situation suivante : Même si le confinement ou le couvre-feu a eu des impacts négatifs sur l'économie et la vie des gens, il était nécessaire pour limiter la propagation de la COVID-19 ?
 *La question n'a pas été posée au Bénin et au Mozambique.

Le soutien à la mesure de fermeture des écoles à l'échelle nationale était également fort dans les 16 pays. En moyenne, deux tiers environ (65%) des citoyens ont déclaré être « quelque peu pour » ou « fortement pour » la fermeture des écoles, y compris des majorités écrasantes à Maurice (93%), en Ouganda (84%) et au Zimbabwe (81%) (Figure 20). Les opinions relatives à la fermeture des écoles étaient moins favorables au Niger, au Sénégal, en Gambie et au Cameroun, où 53%, 50%, 49% et 47%, respectivement, ont exprimé de la réprobation.

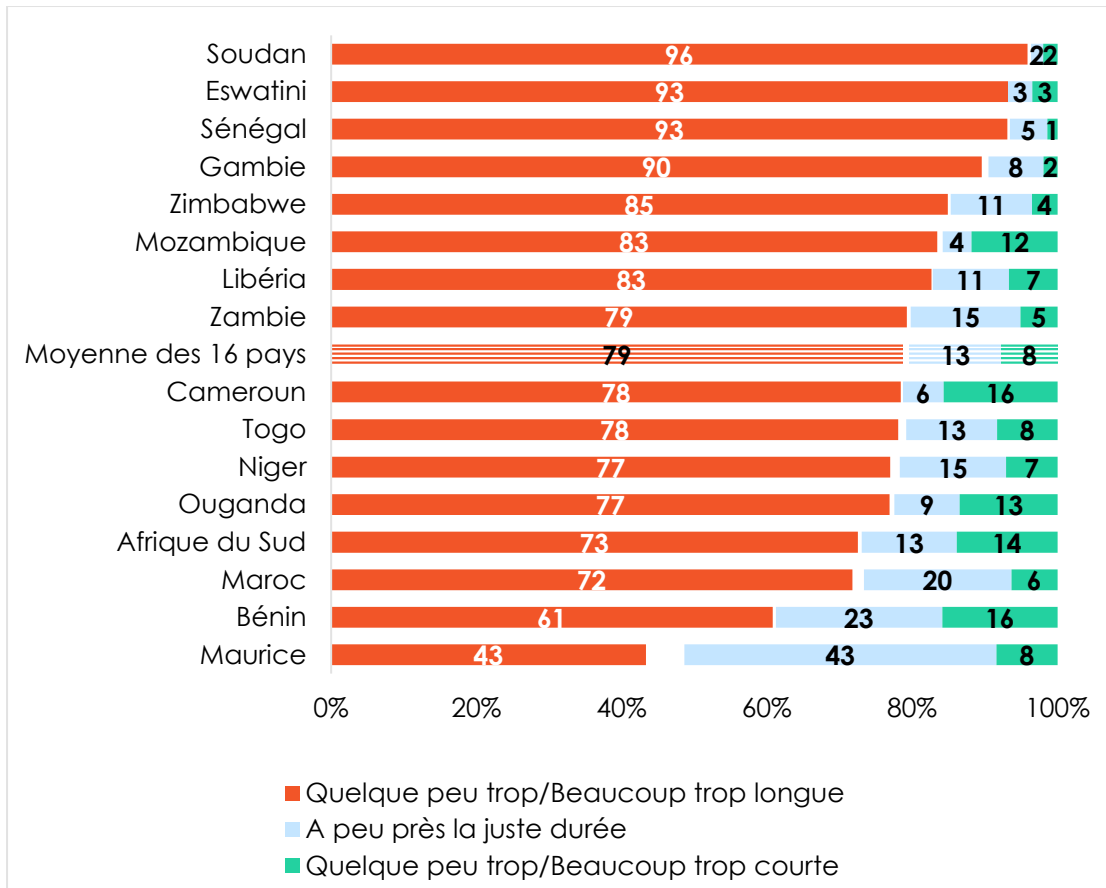
Figure 20 : Soutien à la fermeture des écoles | 16 pays | 2020/2021



Question posée aux répondants : Etes-vous pour ou contre la décision du gouvernement de fermer les écoles afin de limiter la propagation de la COVID-19 ?

Si la plupart des citoyens étaient favorables à la mesure de fermeture des écoles, une majorité encore plus importante (79%) ont déclaré que cette fermeture était « un peu trop longue » ou « beaucoup trop longue » (Figure 21). Cette opinion était le plus élevé au Soudan (96%), en Eswatini (93%), au Sénégal (93%), en Gambie (90%), au Zimbabwe (85%), au Mozambique (83%) et au Libéria (83%). La fermeture des écoles a duré de 14 semaines à un an dans ces pays.

Figure 21 : Durée de la fermeture des écoles | 16 pays | 2020/2021



Question posée aux répondants : A votre avis, la période au cours de laquelle les écoles étaient fermées, était-elle trop longue ou trop courte ?

Restrictions en temps de pandémie

Outre l'acceptation des mesures de confinement et de fermeture des écoles, de nombreux citoyens ont exprimé leur disposition à tolérer la restriction de certaines libertés démocratiques, du moins temporairement, pour des raisons de sécurité et de santé.

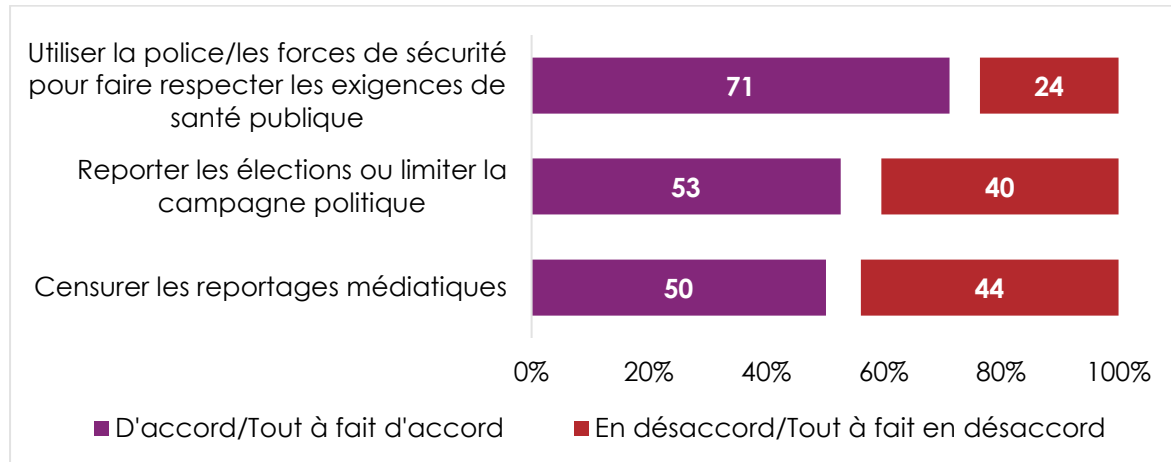
Sept personnes sur 10 (71%) étaient « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'idée que le gouvernement a le droit de recourir à la police et aux forces de sécurité pour faire respecter les règles de santé publique telles que les consignes de confinement, l'obligation de port de masque et les interdictions de rassemblements publics (Figure 22).

Une petite majorité (53%) toléreraient le report des élections ou la restriction des campagnes politiques. Et la moitié (50%) des répondants ont déclaré que la censure des organes de presse était acceptable en cas d'urgence de santé publique comme la pandémie, tandis que 44% n'étaient pas d'accord.

A l'exception du Niger (38%), de grandes majorités dans tous les pays sondés approuveraient le recours par le gouvernement aux forces de sécurité pour faire respecter les exigences de santé publique (Figure 23).

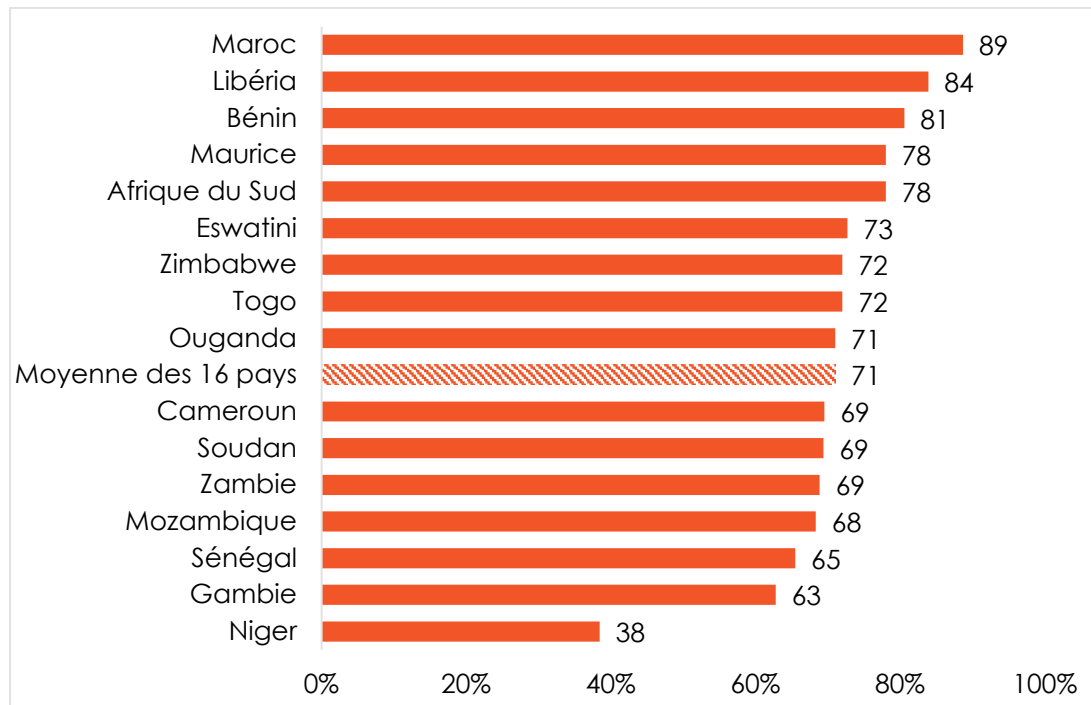
Le Maroc et le Libéria se distinguent par leur disposition à accepter le recours aux forces de sécurité (89% et 84%, respectivement), le report des élections (70% et 81%) (Figure 24) et la censure des médias (90% et 71%) (Figure 25) pendant les urgences de santé publique. Le Niger, la Gambie et le Sénégal étaient constamment parmi les pays les moins tolérants à l'égard de ces types de restrictions.

Figure 22 : Faut-il restreindre les libertés pendant une urgence sanitaire ? | 16 pays | 2020/2021



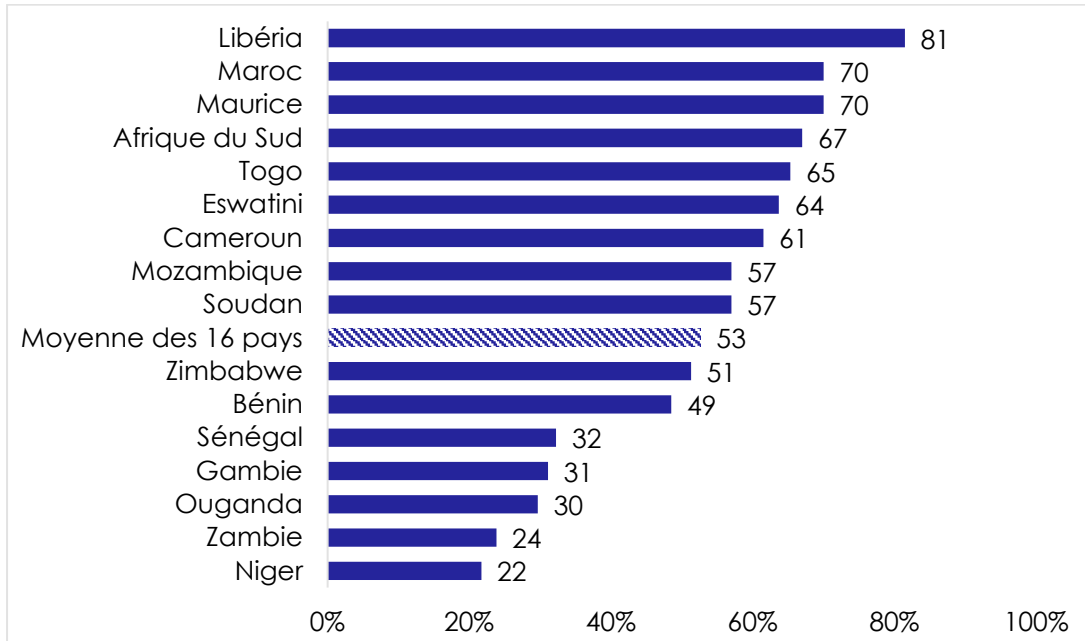
Questions posées aux répondants : Lorsque le pays fait face à une urgence de santé publique comme la pandémie de COVID-19, êtes-vous en accord ou en désaccord qu'il est justifié pour le gouvernement de limiter temporairement la démocratie ou les libertés démocratiques en prenant les mesures suivantes : Utiliser la police et les forces de sécurité pour faire appliquer les mesures sanitaires de ripostes tels que le confinement, les exigences en matière de masques ou les restrictions sur les regroupements publics ? Reporter les élections ou limiter la campagne politique ? Censurer les reportages médiatiques ?

Figure 23 : Utiliser les forces de sécurité pour faire respecter les exigences de santé publique | 16 pays | 2020/2021



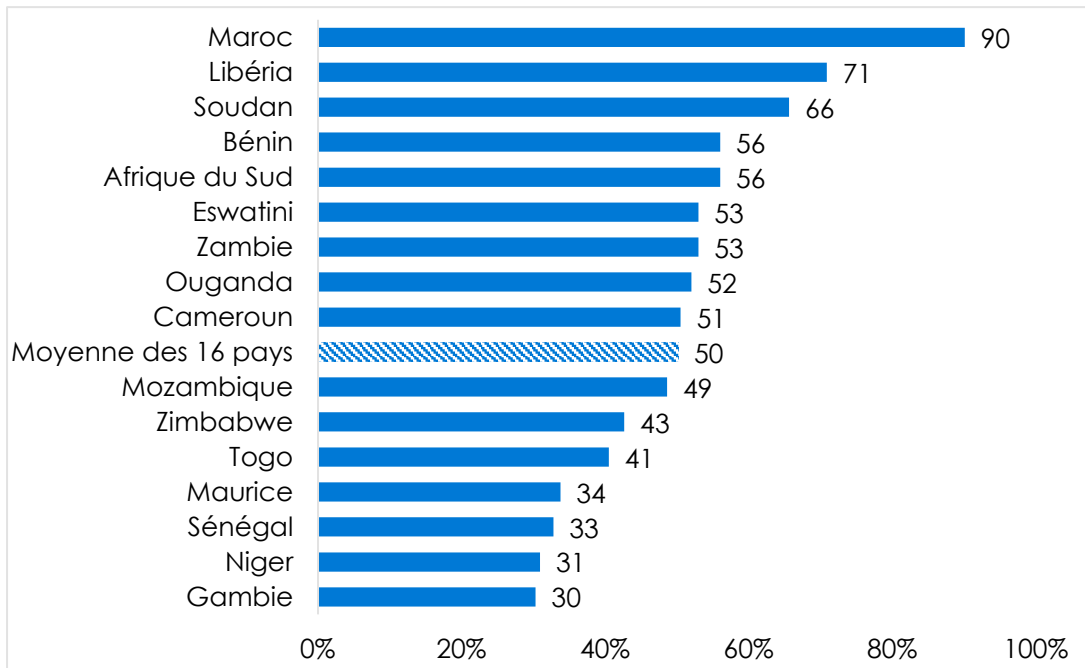
Question posée aux répondants : Lorsque le pays fait face à une urgence de santé publique comme la pandémie de COVID-19, êtes-vous en accord ou en désaccord qu'il est justifié pour le gouvernement de limiter temporairement la démocratie ou les libertés démocratiques en prenant les mesures suivantes : Utiliser la police et les forces de sécurité pour faire appliquer les mesures sanitaires de ripostes tels que le confinement, les exigences en matière de masques ou les restrictions sur les regroupements publics ? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Figure 24 : Reporter les élections ou limiter la campagne politique pendant la pandémie | 16 pays | 2020/2021



Question posée aux répondants : Lorsque le pays fait face à une urgence de santé publique comme la pandémie de COVID-19, êtes-vous en accord ou en désaccord qu'il est justifié pour le gouvernement de limiter temporairement la démocratie ou les libertés démocratiques en prenant les mesures suivantes : Reporter les élections ou limiter la campagne politique? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

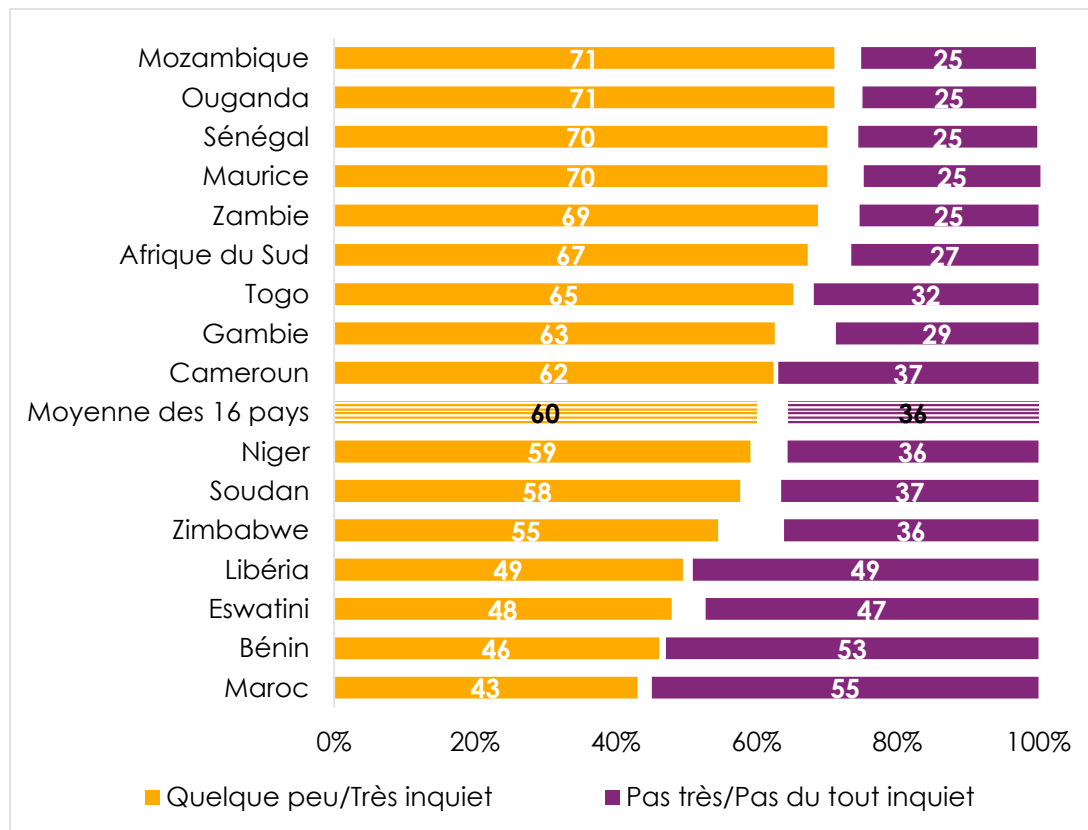
Figure 25 : Censurer les médias pendant la pandémie | 16 pays | 2020/2021



Question posée aux répondants : Lorsque le pays fait face à une urgence de santé publique comme la pandémie de COVID-19, êtes-vous en accord ou en désaccord qu'il est justifié pour le gouvernement de limiter temporairement la démocratie ou les libertés démocratiques en prenant les mesures suivantes : Censurer les reportages médiatiques ? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

À la question de savoir s'ils craignent que les hommes politiques se servent du prétexte de la pandémie pour accroître leur pouvoir, six répondants sur 10 (60%), en moyenne, ont répondu être « quelque peu inquiets » ou « très inquiets » (Figure 26). Cette préoccupation était partagée par sept citoyens sur 10 au Mozambique (71%), en Ouganda (71%), au Sénégal (70%) et à Maurice (70%). Dans deux pays seulement – le Maroc (55%) et le Bénin – des majorités se sont déclarées « pas très inquiètes » ou « pas du tout inquiètes » (53%).

Figure 26 : Inquiet que les politiciens utilisent la pandémie pour accroître leur pouvoir
 | 16 pays | 2020/2021



Question posée aux répondants : Dans quelle mesure êtes-vous inquiet, voire pas du tout, que les choses suivantes se produisent ou pourraient avoir lieu dans votre pays : Les politiciens utilisent la pandémie comme une opportunité d'accroître leur pouvoir et leur autorité ?

Conclusion

Les données recueillies dans le cadre des enquêtes Afrobarometer suggèrent que les citoyens de 16 pays africains approuvent généralement la gestion de la pandémie de COVID-19 par leur gouvernement, même s'ils critiquent certains aspects spécifiques de la riposte. Il apparaît clairement que les restrictions gouvernementales, bien que largement perçues comme nécessaires, ont été dures pour les familles, et que l'aide d'urgence était loin d'être suffisante pour aider la plupart des ménages et n'a pas été considérée équitable dans sa distribution. La perception répandue de la corruption liée à la pandémie ne fait que renforcer le problème.

Les citoyens se sont montrés disposés à renoncer à certaines libertés démocratiques pendant une urgence de santé publique, mais ils se sont également montrés très méfiants à l'égard des tentatives des politiciens de profiter de la pandémie pour accroître leur pouvoir.

Références

- Banque Mondiale. (2020). Joint statement from the World Bank Group and the International Monetary Fund regarding a call to action on the debt of IDA countries. 25 mars.
- Bureau Régional Afrique du PNUD. (2021). Analysing long-term socio-economic impacts of COVID-19 across diverse African contexts.
- Groupe de la Banque Africaine de Développement. (2021). African economic outlook 2021.
- Groupe de la Banque Africaine de Développement. (2022). African economic outlook 2022.
- Human Rights Watch. (2021a). 'We're all vulnerable here.' Kenya's pandemic cash transfer program riddled with irregularities. 20 juillet.
- Human Rights Watch. (2021b). IMF: Scant transparency for Covid-19 emergency loans. 30 mars.
- Mattes, R. (2020). Lived poverty on the rise: Decade of living-standard gains ends in Africa. Document de Politique No. 62 d'Afrobarometer.
- Oduor, M. (2021). Africa's covid-19 corruption that outweighs pandemic. Africanews. 25 mai.
- Sanny, J. A.-N. (2022). Les Africains sont très divergents quant au vaccin COVID-19 et ne croient pas que leur gouvernement puisse en garantir l'innocuité. Dépêche No. 553 d'Afrobarometer.
- Organisation Internationale du Travail. (2021). World social protection database.
- Office des Nations Unies contre les Drogues et le Crime. (2020). Covid-19 emergency support packages in West and Central Africa.
- Union Africaine. (2020). Survey reveals 95 percent of African SMEs did not receive government aid during COVID-19 pandemic. 9 décembre.

Annexe

Tableau A.1 : Dates des travaux de terrain d'Afrobarometer dans les pays où des questions sur la COVID-19 ont été posées dans le cadre du Round 8

Pays	Travaux de terrain du Round 8	Rounds d'enquêtes précédents
Afrique du Sud	Mai-juin 2021	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018
Bénin	Nov.-déc. 2020	2005, 2008, 2011, 2014, 2017
Cameroun	Fév.-mars 2021	2013, 2015, 2018
Eswatini	Mars-avril 2021	2013, 2015, 2018
Gambie	Fév. 2021	2018
Libéria	Oct.-déc. 2020	2008, 2012, 2015, 2018
Maroc	Fév. 2021	2013, 2015, 2018
Maurice	Nov. 2020	2012, 2014, 2017
Mozambique	Mai-juillet 2021	2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018
Niger	Oct.-nov. 2020	2013, 2015, 2018
Ouganda	Les questions sur la COVID-19 ont été posées dans l'enquête Ouganda Round 8.5, déc. 2020-janv. 2021	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017, 2019
Sénégal	Déc. 2020-janvier 2021	2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017
Soudan	Fév.-avril 2021	2013, 2015, 2018
Togo	Déc. 2020-janvier 2021	2012, 2014, 2017
Zambie	Nov.-déc. 2020	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017
Zimbabwe	Avril-mai 2021	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017

Josephine Appiah-Nyamekye Sanny est la responsable en charge du transfert des connaissances au sein d'Afrobarometer. Email : jappiah@afrobarometer.org.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya). Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de Freedom House, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de la GIZ, et de Humanity United.

Vos dons aident le projet Afrobarometer à permettre aux citoyens africains de se faire entendre. Veuillez envisager de faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Vous trouverez de plus amples informations sur le site www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications avec le mot clé #VoicesAfrica.



Dépêche d'Afrobarometer No. 574 | 17 novembre 2022